Plus rien à perdre

Aboubacar Bangoura



Illustrations
Patrick Bonjour

Ce livre a été édité et financé par le laboratoire Migrinter
et l'Observatoire de la Migration de Mineurs

Il est en accès libre et gratuit
ce qui signifie qu'Aboubacar Bangoura
ne perçoit aucun droit d'auteur

Nous invitons les lecteurs et lectrices
à faire, si possible, un don (montant suggéré : 10€)

Le montant intégral sera versé à l'auteur
(hors commission de la plateforme)

Vous pouvez le faire en utilisant le QR code ci-dessous

Merci et bonne lecture !



Plus rien à perdre

Un récit d'Aboubacar Bangoura

Illustrations

Patrick Bonjour

Recueil du récit

Céline Bergeon et Daniel Senovilla Hernández

Édition, maquette et texte des encadrés

Daniel Senovilla Hernández

Édition et cartes du parcours d'Aboubacar

Céline Bergeon

avec la participation et le soutien de



COLLECTION "PAROLES DE JEUNES"

coordonnée, éditée et réalisée par

Marie COSNAY & Daniel SENOVILLA HERNÁNDEZ

avec le financement de

Migrinter migrations internationales

Observatoire de la Migration de Mineurs

MIGRINTER - CNRS - Université de Poitiers



Enfance

Mon père, je ne le voyais pas souvent, il n'était pas trop avec nous. Des fois il était à la maison, des fois il n'y était pas.

On habitait dans une maison familiale dans la commune de Matoto à Conakry, en Guinée. Lui, il avait sa maison à côté. Quand il venait chez nous, il restait dans sa chambre. Il était peintre. Le matin il allait au travail, après il allait au maquis[1], où il buvait beaucoup. Quand il rentrait il n'avait pas le temps pour nous, donc il se couchait.

Je n'ai pas trop vécu avec mon père.

Ma maman est décédée quand j'étais tout petit. Ma grand-mère maternelle n'osait pas me dire son histoire, parce qu'elle pensait que ça ne me plairait pas du tout. Du coup on est restés comme ça, je ne connais pas l'histoire de ma mère. Le seul souvenir c'était l'une de ses photos dans le salon de ma grand-mère.

J'ai deux grands-mères, maternelle et paternelle. Je vivais avec ma grand-mère paternelle, c'est chez elle où il y avait mon père et mon oncle. Ma grand-mère maternelle vivait au quartier Concasseur dans la commune de Dixinn[2]. Je faisais les vacances, au moins deux mois là-bas, avec elle. Une fois les vacances finies, je retournais à Matoto, je balançais entre les deux foyers.

Chez ma grand-mère paternelle c'était un peu difficile parce que mon oncle me frappait beaucoup. Lorsque j'étais petit,

[1] Lieu de restauration et buvette, populaire en Afrique de l'Ouest. Toutes les notes de bas de page ont été ajoutées par les éditeurs.
[2] Commune de l'agglomération de Conakry.

il nous maltraitait. Et c'est quelque chose qui m'a beaucoup fait mal. Parce que moi je n'ai pas du tout profité de mon enfance avec mes amis. Mon homonyme, mon oncle, voulait forcément qu'on parte à l'école coranique. Lui, il aimait beaucoup ça, il était très religieux. Des fois, je refusais d'y aller parce que j'étais tout petit. Et quand je rentrais le soir, il me frappait fort. Du coup je n'ai pas du tout profité de mon enfance. C'est quelque chose qui me gêne jusqu'à présent.

Dans un jour normal, je me réveillais entre 5h et 6h du matin pour prier. Puis je faisais le travail de la maison. Après je partais à l'école. Et le soir je marchais jusqu'à l'école coranique. C'était un peu loin. Je n'avais pas le temps de m'amuser avec mes amis du quartier.

On était une famille modeste. On n'était pas des pauvres mais, tous les jours, avant d'aller à l'école coranique, je partais au marché où je vendais de l'eau glacée et du charbon de bois pour pouvoir payer ma scolarité parce que mon père ne faisait rien pour moi ni pour mes deux frères. Et malgré tout, il travaillait, mais tout son argent partait au maquis. Au moins il ne nous frappait pas.

C'était un peu difficile mon enfance. Tellement difficile.

Quand je partais chez ma grand-mère maternelle pour les vacances, des fois je n'avais même pas envie de rentrer. Avec elle, il n'y avait pas de problème. Elle faisait de bonnes cuisines, elle cuisinait le mafé que j'adore. J'avais des amis aussi. On partait jouer au foot. Là-bas, je me sentais sous forme de paradis, on ne me maltraitait pas. Il n'y avait pas d'école coranique. Moi, je voulais rester, mais tout le monde avait décidé que je devais être avec mon homonyme. C'était une décision familiale. Pour eux, c'était la meilleure solution.



Marché de Madina, Conakry.

Photo d'Alpha Oumar Baldé sous licence Creative Commons (photo floutée)

Quitter

J'ai quitté à cause de mon enfance, de ma situation. À cause de mon père aussi. La décision c'est moi qui l'ai prise parce que la manière dont je vivais, c'était pas... J'avais commencé à grandir. Je comprenais que les choses qu'on me faisait… on me maltraitait. Du coup, j'en avais marre de tout ça.

Travailler, boire, dormir, mon père ne faisait que ces trois choses-là. Du coup, un jour qu'il n'était pas à la maison, j'ai ouvert la porte de sa chambre et j'ai pris tout son argent.

Il y avait un 'coxeur'[3] qui était au quartier. Je le connaissais. Quand j'ai eu l'opportunité, j'ai pris l'argent et je l'ai donné. Je n'en ai pas parlé à ma sœur et mon frère parce qu'ils étaient tout petits, je suis le plus grand. Du coup, le gars m'a fait voyager. J'ai payé pour le voyage complet. J'avais pris beaucoup d'argent. Moi-même, encore aujourd'hui, je me demande combien j'ai pris. Et j'ai tout donné au 'coxeur'.

Il m'a dit « tu es un enfant quand même, est-ce que tu peux tenir la route ? ». J'avais tellement peur en vérité, de la route, de tout ce que j'avais entendu. Je n'avais que 15 ans. Mais j'étais vraiment déterminé pour quitter, parce que la vie au pays était vraiment difficile pour moi.

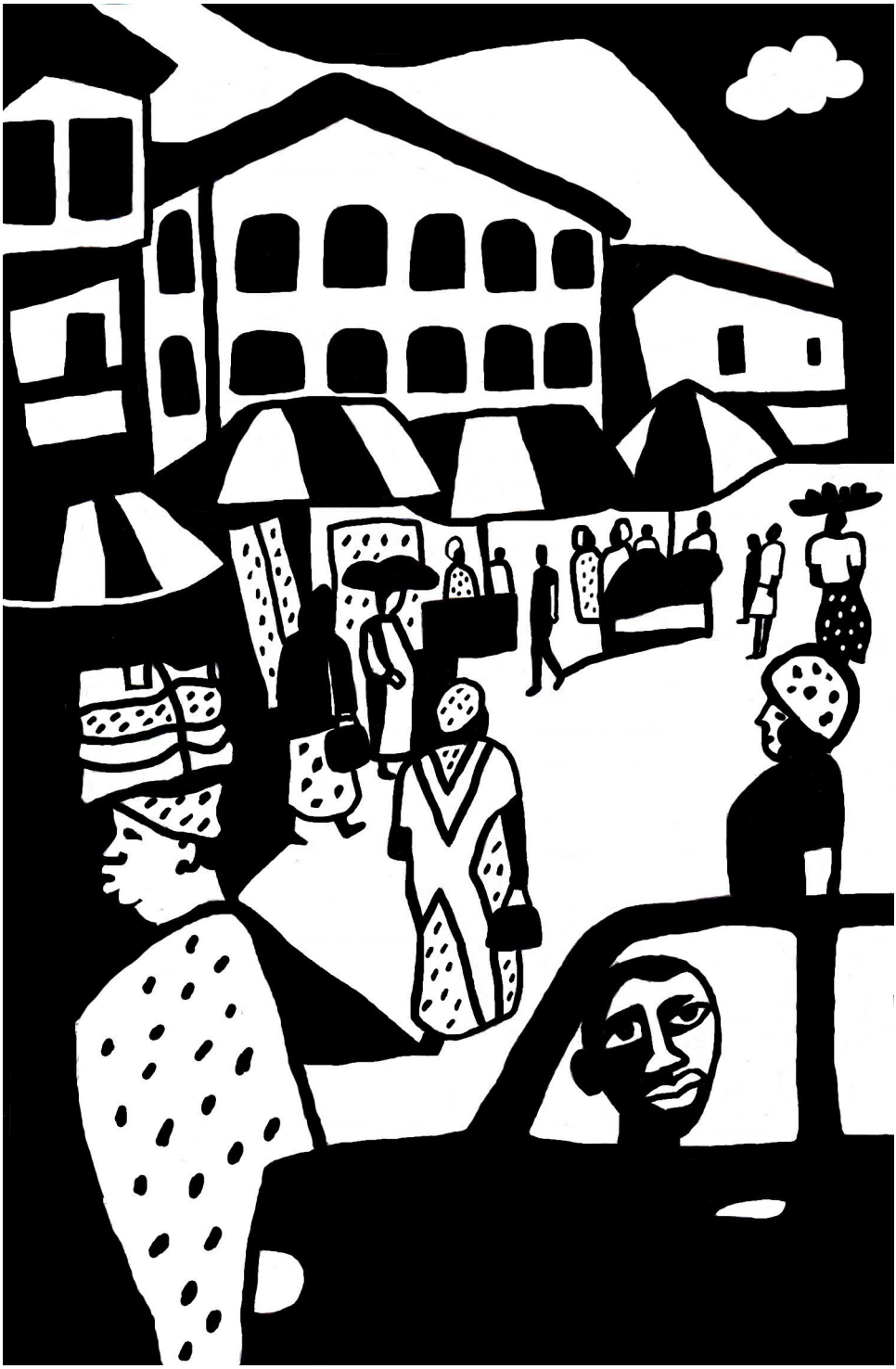
Le lendemain, le 'coxeur' m'a mis en contact avec d'autres gens qui partaient. Ça a été très vite parce que c'était quelqu'un qui était connu pour faire passer les gens. Nous sommes partis au nombre de quatre dans un taxi collectif. On nous a embarqués à Madina[4] et on a pris la route vers Bamako.

C'était long. On a fait quelques pauses pour manger, pour dormir. Des fois, le chauffeur était fatigué. Le deuxième jour, on est rentrés au Mali.

Bamako

Au Mali, le 'coxeur' de Guinée avait une personne avec qui il travaillait. On est arrivé au marché de Bamako et on a appelé le gars. Il est venu nous chercher et nous a amenés dans un local où il travaillait. Il y avait des ordinateurs. Quand nous nous sommes installés, on pensait qu'on était à l'aise

[3] Voir encadré 'Lexique migrant', p. 44-47.
[4] Important marché de la ville de Conakry.



mais, à notre grande surprise, le gars nous a dit qu'il y avait une voiture qui était prête pour quitter la ville la même nuit. On a rangé notre sac et on s'est préparés.

La voiture est venue nous chercher. On pensait qu'on allait quitter la ville mais le gars voulait seulement qu'on libère la salle, il ne voulait pas qu'on dorme là-bas car on était nombreux. Il voulait juste nous déplacer. La voiture nous a envoyés à une gare, je ne me rappelle plus le nom. On nous a dit d'attendre là-bas. C'était juste à côté d'un caniveau. Il y avait plein de moustiques. On a essayé d'appeler le contact du 'coxeur' local mais il avait fermé son téléphone.

Vers trois heures du matin, il y a des soldats de l'armée malienne qui sont venus. On aurait dit que c'était la guerre. Ils nous ont demandé nos cartes d'identité. Les autres avaient tous leurs papiers avec eux mais moi, je n'en avais pas. Du coup, les policiers voulaient m'emmener. On a essayé d'appeler le gars pour qu'il puisse parler avec les policiers mais son numéro ne passait pas. Finalement, j'ai dit que je venais de la Guinée et ils m'ont laissé.

On a dormi sur place. Le matin, le gars est venu. On a protesté parce que tout ce qu'il a fait n'était pas bon. Il nous a dit que c'était son téléphone qui était déchargé et qu'il avait déjà négocié la voiture pour nous emmener. Et il est encore parti.

On a passé à nouveau toute la journée à la gare. La nuit est tombée et le gars avait éteint son téléphone une fois de plus. On a dormi au même endroit. C'était très difficile la nuit.

Le lendemain, le gars est venu et nous a embarqués dans un bus. On a pris la direction de Tombouctou.

Tombouctou

On a fait trois jours de route… trois jours. Ce n'était pas du tout facile. Le bus a fait des pauses au moins trois fois. On dormait à l'intérieur. Des fois, on marchait dans le désert pour chercher un endroit à terre et dormir.

À Tombouctou, quand nous sommes arrivés, une personne est venue nous rencontrer directement au bus. Il nous a pris dans un pick-up et nous a amenés dans une sorte de maison. On appelle ça un 'bunker'[5]. Il y avait au moins 50 ou 60 personnes qui étaient là-bas de nationalités différentes, des Guinéens, des Ivoiriens, des Maliens... Des hommes et des femmes, mais elles n'étaient pas nombreuses.

Il y avait des enfants aussi.

La personne sur place nous a dit d'aller acheter à manger, parce qu'on allait bouger la nuit. Elle nous a dit aussi qu'elle pouvait garder notre argent et nos téléphones jusqu'en Algérie. Certains lui ont fait confiance, mais une fois passée la frontière ils n'ont jamais réussi à les récupérer.

On a pris la route le même jour, on n'a pas dormi. On était une trentaine de personnes dans la partie arrière d'un autre pick-up. C'était la guerre, on était vraiment encombrés. Et puis la manière dont le chauffeur conduisait, on aurait dit un pilote de rallye tellement il courait. Une personne est tombée mais le chauffeur ne s'est pas arrêté, on a continué. On a tout fait pour qu'il s'arrête mais il n'a pas voulu. On a laissé la personne là-bas, on a continué.

Ce voyage a été très long, il a duré quatre jours. On a traversé le désert. Une femme était avec nous, elle vomissait.

[5] Voir encadré 'Lexique migrant', p. 44-47.



Le quatrième jour, on est arrivés à In Afarak[6], un endroit près de la frontière entre le Mali et l'Algérie. C'est là-bas que le pick-up nous a laissés.



Frontière Mali - Algérie

On n'avait pas de réseau téléphonique, on ne pouvait pas communiquer. Des Arabes sont venus chercher en voiture les femmes et d'autres personnes. Je ne sais pas comment ils font ce tri-là, je pense qu'elles avaient payé plus cher pour passer. Nous, on nous a laissés là-bas durant toute la journée. Il n'y avait rien à manger et pas d'eau, seulement des bidons d'essence que les Arabes remplissaient. Du coup, on buvait de l'eau d'essence.

On a dormi là-bas. Le lendemain, des guides algériens, payés par les passeurs, sont venus nous chercher. On était au moins 150. Il y avait beaucoup de monde. Pour aller en Algérie il faut traverser la frontière illégalement. Du coup, on a quitté In Afarak le soir. On a attendu dans un endroit sous le désert, avec les guides.

[6] In Afarak, ou I-n-Afarak, est une petite localité frontalière située à environ une centaine de kilomètres au nord-ouest de la ville de Tessalit, dans la région de Kidal, au nord du Mali. En juillet 2024, elle a été le théâtre de conflits armés entre des forces rebelles et l'armée malienne. Source : Malikonews.

Ils nous expliquaient comment faire, de marcher ensemble, de se regrouper pour que les gardes pensent que nous étions un troupeau d'animaux qui se balade la nuit. Ils nous ont aussi demandé de laisser toutes nos affaires, même les gris-gris.

On marchait, puis on se regroupait, puis on a couru. À un moment j'ai trébuché et je me suis fait très mal au pied. Je pense que c'était une entorse. Les guides étaient tellement pressés que j'ai dû continuer malgré la douleur. Je n'avais pas le choix parce que si je restais sur place, j'allais mourir. Personne ne pouvait s'occuper de moi car tout le monde gérait sa propre survie. Il fallait tenir. Certains ne réussissent pas, on pouvait voir leurs tombes.

On a marché, marché, marché presque toute la nuit. C'était tellement long. Nous sommes arrivés enfin au niveau de la frontière. Il y avait un trou qu'on devait traverser et nous étions en Algérie.

Il faisait toujours nuit. Les guides nous ont amenés à un endroit pour pouvoir dormir. C'étaient des bâtiments en construction.

J'avais réussi à tenir, j'étais en Algérie. Tout mon pied était enflé. J'avais pu gérer quand même malgré que c'était dur.

Algérie

On est arrivés dans la ville de Bordj[7].

[7] Bordj Badji Mokhtar, commune de la wilaya du même nom avec une population autour de 16 000 habitants (recensement de 2008). Source: Wikipédia.

Le matin, chaque passeur est venu chercher les personnes dont il s'occupait. On devait aller jusqu'à la ville d'Adrar[8] mais le chauffeur avait peut-être peur des policiers et nous a laissés au milieu du désert, près d'une autre ville qui s'appelle Reggane[9]. On ne connaissait pas la route mais il nous a dit d'aller tout droit.

On a marché durant toute la journée et on est arrivés à Reggane. On a demandé à un vieux de nous donner à manger parce qu'on n'avait plus rien. Il a été sympa avec nous, il nous a donné à manger et à boire. Il avait un jardin avec une plantation de 'tamaros'[10]. Le vieux nous a dit que l'on pouvait rester dormir. On a trouvé sur place d'autres aventuriers[11], 5 ou 6 personnes, il y avait une femme avec eux. On s'est regroupé pour dormir ensemble. Mais la nuit, des Algériens sont venus et nous ont agressés. Ils avaient des machettes et des couteaux. Ils ont pris la femme qui était avec nous, ils l'ont violée. Elle criait tellement fort que d'autres voisins du quartier sont arrivés et les malfaiteurs ont fui. Les voisins voulaient appeler la police, mais on leur a dit que si la police venait ils allaient nous attraper.

C'était d'une grande violence. Ça m'a vraiment fait mal de voir cette agression. Mais tout est resté comme ça, intact.

Le matin nous avons appelé le passeur. Il est venu avec un chauffeur. Nous sommes partis et on a laissé les autres sur place, ainsi que la femme. On avait des passeurs différents,

[8] Adrar est une commune de la wilaya homonyme, située à 1 400 km au sud d'Alger. Selon le recensement de 2008, sa population était d'environ 65 000 habitants. Source : Wikipédia.

[9] Reggane est une commune de la wilaya d'Adrar, située au nord du désert de Tanezrouft. Au recensement de 2008, elle comptait un peu plus de 20 000 habitants. Source: Wikipédia.

[10] Dattes.

[11] Voir encadré 'Lexique migrant', p. 44-47.

on ne faisait pas le même trajet. Nous avons donc continué notre chemin.

Adrar

Le chauffeur nous a amenés à Adrar, à environ deux heures et demie au nord de Reggane. À l'entrée de la ville, il y avait un barrage de police. Au moment où on contrôlait le chauffeur, l'un d'entre nous a fui en courant vers une forêt à côté. Tout le monde l'a suivi.

On s'est cachés dans la forêt et la police nous a cherchés un peu partout. On entendait la voiture de police tourner autour mais ils ne pouvaient pas accéder à la forêt. On a passé la nuit là-bas.

Le matin, on a appelé le passeur sur place qui est venu nous chercher. Il nous a conduits directement dans un foyer[12]. C'était une grande maison, on a été logés à l'étage où il y avait d'autres voyageurs[13]. Il nous a parlé de quelques principes. Un, on n'avait pas le droit de trop marcher en dehors du foyer, parce que c'était une ville qui était très contrôlée par la police. On devait faire beaucoup attention. Deux, il nous a dit aussi de ne pas gaspiller l'eau car il y avait seulement deux distributions par semaine. Trois, il nous a dit que c'était dangereux de dormir dans le foyer car quelques jours avant notre arrivée la police avait débarqué au milieu de la nuit.

On s'est demandé où on allait dormir, on était un peu inquiets parce qu'on ne connaissait pas la ville. C'était notre premier jour. Avec toutes ces règles, on ne savait pas comment faire. J'ai quand même dormi au foyer la première nuit. J'avais mal

[12] Voir encadré 'Lexique migrant', p. 44-47.
[13] Voir encadré 'Lexique migrant', p. 44-47.

au pied et je ne connaissais pas d'autre endroit. Le lendemain tout le monde est parti en repérage dans le quartier. Il y avait des petites maisons en construction qui n'étaient pas du tout habitées. On pouvait y dormir. La deuxième nuit, je suis allé dans un coin où personne ne pouvait me voir. Puis, j'ai dormi là-bas.

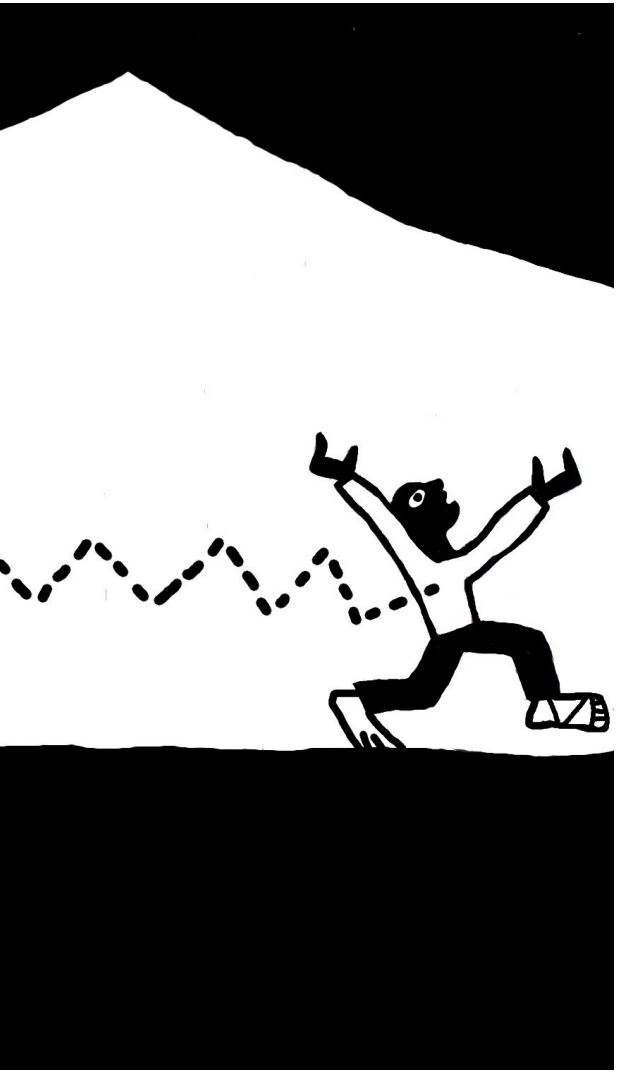
Le matin du troisième jour, alors que j'étais parti acheter quelque chose à la boutique, au retour, les amis m'ont dit que la police était venue. C'était en effet un endroit dangereux.

Au sixième jour, on était au foyer et la police est encore venue. Tout le monde a fui. Moi-même, malgré mon pied qui me faisait mal, j'ai essayé de fuir. Mais les policiers étaient dans une voiture. J'ai couru mais ils avaient un truc pour déstabiliser sous forme de courant. Ils m'ont mis ça et ils m'ont attrapé car je suis tombé à terre. Ils m'ont demandé ce que je faisais en Algérie. Je leur ai dit que j'étais de passage et que je ne voulais pas rester. Je leur ai demandé de me pardonner. J'avais pas mal couru et mon pied était enflé. Ils ont vu mon pied, le sang sortait. Du coup, ils m'ont libéré, mais ils m'ont dit de quitter la ville immédiatement.

Je suis retourné au foyer parce que mon pied me faisait mal. Il n'y avait personne. Le soir, les gens ont commencé à arriver car c'était le seul endroit où le passeur local pouvait venir les voir. Certains voulaient envoyer de l'argent en Guinée, en Côte d'Ivoire ou au Sénégal. Il prenait la moitié du montant en commission. Des fois il passait aussi pour ramener du pain.

Le lendemain j'ai décidé de quitter la ville. Le passeur nous avait parlé d'un endroit dans le désert, à une dizaine de kilomètres, où il avait des voyageurs qui y vivaient.


POLICE



Là-bas, la police n'y allait pas. J'ai parlé au groupe (j'étais toujours avec les voyageurs avec qui j'avais quitté la Guinée) mais ils ne voulaient pas, parce que là-bas il n'y avait pas de boutique, il n'y avait pas de quoi manger. Je leur ai expliqué qu'eux ils pouvaient courir quand la police venait, mais que moi je ne pouvais pas. Du coup, j'ai décidé de quitter.

L'endroit était dans une plantation de tamarins, à côté du désert. Le propriétaire passait parfois, mais il ne disait rien. J'ai trouvé quelques dizaines de personnes qui étaient là-bas. Il n'y avait rien.

On dormait à terre.

En journée on se plaçait sous les arbres pour se protéger du soleil. On se nourrissait de dattes. Il y avait aussi - pas très loin - un abattoir où on allait souvent récupérer les déchets de viande. On cherchait du bois, on faisait du feu, on mettait la viande sur le feu, quand ça grillait, on mangeait. Puis il y

avait l'eau de la plantation dont le vieux avait fait une sorte de branchement. On ne connaissait pas l'origine de l'eau. Mais comme il n'y avait pas d'autre solution, on la buvait.

C'était la vie dans ce lieu. Un peu comme à la préhistoire mais au moins il n'y avait pas la police qui nous embêtait. Je me reposais, j'étais à l'aise là-bas.

Au bout de quelques jours mes amis m'ont rejoint. Je leur ai demandé pourquoi ils étaient venus et ils m'ont dit que la police avait encore attrapé plusieurs personnes. C'était eux qui avaient gardé le téléphone, donc j'ai pu à nouveau contacter le passeur.

Le drame du désert

Comme mon pied me faisait toujours mal, le passeur m'a placé dans un programme[14] avec un autre groupe de gens qui attendaient pour partir depuis plus longtemps. J'ai donc dû me séparer de mes amis qui sont restés sur place. Un taxi est venu nous chercher. On était onze personnes dedans et il y avait aussi une femme enceinte avec son enfant de quatre ans.

On roulait la nuit. Le chauffeur conduisait mal et on était vraiment serrés. Du coup, il y avait des gens qui criaient et le chauffeur n'était pas content. Il nous a avertis que si on continuait à crier, il allait nous laisser au milieu du désert. Mais les gens ne pouvaient pas se tenir. C'était une petite voiture. La femme était devant seule, avec son enfant. Tous les autres, on était derrière… on ne pouvait même pas déplacer les pieds, c'est ça qui faisait mal.

[14] Voir encadré 'Lexique migrant', p. 44-47.

Donc quand les cris ont recommencé, le chauffeur a décidé de s'arrêter au milieu de nulle part et il nous a fait descendre. Il était armé. Il a ensuite appelé le passeur et nous a obligés à confirmer que l'on était arrivés à destination. Autrement, le passeur n'allait pas lui donner son argent, ça fonctionne comme ça.

Les autres ne voulaient pas parler. Mais moi, avec le fusil, j'avais peur. J'ai confirmé, j'ai dit, oui, on est arrivés. Le chauffeur s'est retourné dans sa voiture en nous laissant au milieu du désert.

On a marché toute la nuit. On a trouvé finalement un endroit où il y avait un arbre. Tout le monde s'est couché là-bas. Les gens étaient fatigués. Le matin, vers 5h, on a continué le chemin. On ne connaissait pas la route mais le chauffeur nous avait dit de continuer tout droit, il avait dit que la ville n'était pas loin. Ce n'était pas le cas.

On a marché, marché. La femme enceinte qui était avec nous commençait à fatiguer. Elle devait porter son autre enfant. Elle nous a demandé de se reposer et on l'a fait même si les autres ne voulaient pas, pressés de retrouver la ville. Puis on a continué encore, toute la journée.

La femme ne pouvait plus marcher. Je me suis approché d'elle. Je l'ai aidée à prendre son enfant.

On a continué. Mais à un certain moment, elle s'est complètement arrêtée. J'ai demandé à l'équipe de nous attendre. Personne ne le voulait, tout le monde a continué à marcher. J'ai regardé la femme avec son enfant, je calculais. Il y avait ma tête qui me disait de continuer, mais mon cœur me disait de rester à côté de la femme et de l'enfant. De ne pas

les laisser seuls. J'ai insisté auprès des autres, mais personne ne voulait s'arrêter, ils nous ont abandonnés sur place.

Nous sommes restés tous les trois, seuls, perdus en plein désert du Sahara. On a pu se reposer mais le problème maintenant était qu'on ne connaissait pas la route et qu'on ne savait pas comment on allait s'en sortir.

Zeinab et Abdoul

Elle venait de Guinée, elle s'appelait Zeinab. Son enfant s'appelait Abdoul. Son mari était en France, il avait obtenu l'asile, je crois. Avec l'aide de son mari, Zeinab avait demandé un visa pour venir en France pour le rejoindre, mais ça avait été refusé. Comme le mari ne pouvait pas retourner en Guinée, ils ont convenu de se retrouver en Algérie. Zeinab a donc pris la route avec Abdoul. Nos chemins se sont croisés comme ça.

On a continué, on a marché presque toute la journée mais on ne retrouvait pas la route. Zeinab était de plus en plus fatiguée. J'aidais Abdoul, je le portais. Zeinab m'a demandé de parler avec son mari au téléphone. Il était à Alger, il allait prendre le bus pour Ghardaïa[15]. Il me disait d'aider sa femme et son enfant. Nous, on continuait, on marchait.

Zeinab n'a pas pu tenir. À un certain moment, elle s'est arrêtée, elle ne pouvait plus. Elle m'a confié son enfant. Elle m'a dit de le sauver.

Elle n'a vraiment pas pu tenir. Vraiment, elle n'a pas pu tenir. Elle est restée sur place.

[15] Ghardaïa est une commune de la wilaya de Ghardaïa en Algérie, dont elle est le chef-lieu, située à 600 km au sud d'Alger. Au recensement de 2008, elle comptait environ 93 000 habitants. Source : Wikipédia

Je regardais Zeinab. Parmi tout ce que j'ai vu sur la route, c'est ce moment qui m'a le plus marqué. Étant enceinte, elle avait marché, elle avait marché, elle avait marché. Elle était complètement fatiguée. Elle ne pouvait plus. C'était vraiment triste. J'ai tout fait pour l'aider mais je n'ai pas pu la sauver.

Nous avons continué avec Abdoul. J'ai pris à Zeinab le tissu qu'elle employait pour le porter. Donc je l'ai placé sur mon dos et j'ai continué à marcher. Il fallait à tout prix trouver la route. J'ai aussi gardé le téléphone de Zeinab. Son mari m'a appelé et je lui ai annoncé la triste nouvelle. Il n'arrêtait pas de pleurer. On a convenu de se voir à Ghardaïa.

La nouvelle situation était que je ne connaissais pas la route et que j'avais un enfant à porter. Je ne savais pas quoi faire. J'étais complètement désespéré. Je pensais qu'on allait rester tous les deux aussi au désert.

On a marché, on a marché, on a marché presque toute la journée et une partie de la nuit. Finalement on s'est couchés, épuisés. Au réveil, tôt le matin, j'ai découvert qu'Abdoul n'était plus à côté de moi. J'ai paniqué et commencé à le chercher. Heureusement il n'était pas loin, il s'était juste mis à marcher mais dans une nouvelle direction. Ce n'était pas la même route que l'on suivait depuis le début.

On a continué sur ce nouveau chemin parce que je n'avais plus d'espoir maintenant. Je ne savais pas si je devais monter, si je devais descendre, quelle direction prendre, je ne connaissais pas du tout la route. Donc on a continué sur la direction qu'Abdoul avait prise.

De toute façon, on n'avait plus rien à perdre.





On a marché, on a marché, on a marché et, miraculeusement, on a enfin trouvé le goudron. On était sauvés. Abdoul avait su trouver le bon chemin. Il me fixait, silencieux. On dirait qu'il ne comprenait rien, il était vraiment petit. Mais il avait probablement tout compris.

On a suivi la route goudronnée pendant une heure ou deux, toujours avec Abdoul sur mon dos. On a trouvé une première voiture qui passait, on a tout fait pour qu'elle s'arrête. J'avais un peu peur que ce soit la police et de me faire renvoyer mais en même temps j'étais complètement désespéré. J'ai expliqué au gars de la voiture ce qui s'était passé. Mais il nous a laissés sur place. On a continué à marcher. Le téléphone s'était déchargé, je ne pouvais plus appeler le père d'Abdoul. Mais maintenant j'avais à nouveau de l'espoir. On a continué, on a marché et finalement il y a une voiture qui nous a pris.

Le monsieur de la voiture était gentil. Il nous a amenés jusqu'à Ghardaïa, puis on a pu charger notre téléphone. Une fois dans la ville j'ai pu appeler le père d'Abdoul.

Je n'oublierai jamais Zeinab et Abdoul. Des fois quand je n'arrive pas à dormir je suis toujours envahi par un sentiment de tristesse à leur égard. Certes, j'ai pu sauver Abdoul. J'espère qu'il va toujours bien, même si malheureusement je n'ai plus de contact avec lui. Son père m'avait donné leur téléphone mais je l'ai perdu plus tard, sur la route en Tunisie. Par contre, Zeinab… C'était la première fois que je voyais quelqu'un décéder devant moi. Je n'ai pas réussi à la sauver.

C'est aussi pour l'honorer que j'écris cette histoire.

Alger

Le père d'Abdoul m'avais donné le téléphone de sa femme, c'était un petit téléphone avec une puce dedans et dans le répertoire il y avait le téléphone du passeur.

Je l'ai appelé et il a envoyé un taxi pour moi. C'était la journée, on ne pouvait pas continuer. Je suis resté chez lui pendant toute la journée, il y avait d'autres passeurs sur place.

La nuit on nous a embarqués dans une camionnette. On était plus d'une vingtaine, mais c'était des personnes que je ne connaissais même pas. On a pris la route pour Alger où nous sommes arrivés le matin.

J'avais un nouveau numéro encore. Dans chaque ville, on vous donne un contact et quand vous arrivez, vous appelez et il y a quelqu'un qui va vous accueillir. J'ai appelé le nouveau passeur, il est venu me chercher avec un taxi. Nous sommes allés dans la ville de Zéralda[16].

Le passeur m'a amené dans un chantier où il travaillait lui-même. Il y avait beaucoup de gens là-bas. C'était un chantier militaire géré par des Chinois, quasiment fini quand je suis arrivé.

On m'a bien accueilli. Je dormais dans un lit, dans un mobil-home à côté du chantier, avec d'autres ouvriers. Je suis resté un mois dans ce lieu, j'en ai profité pour bien me reposer. J'étais tranquille. Mon pied a complètement guéri.

Un jour, le matin, les Chinois sont venus et ils ont dit qu'il fallait vite libérer le chantier parce que c'était fini, et les Algériens

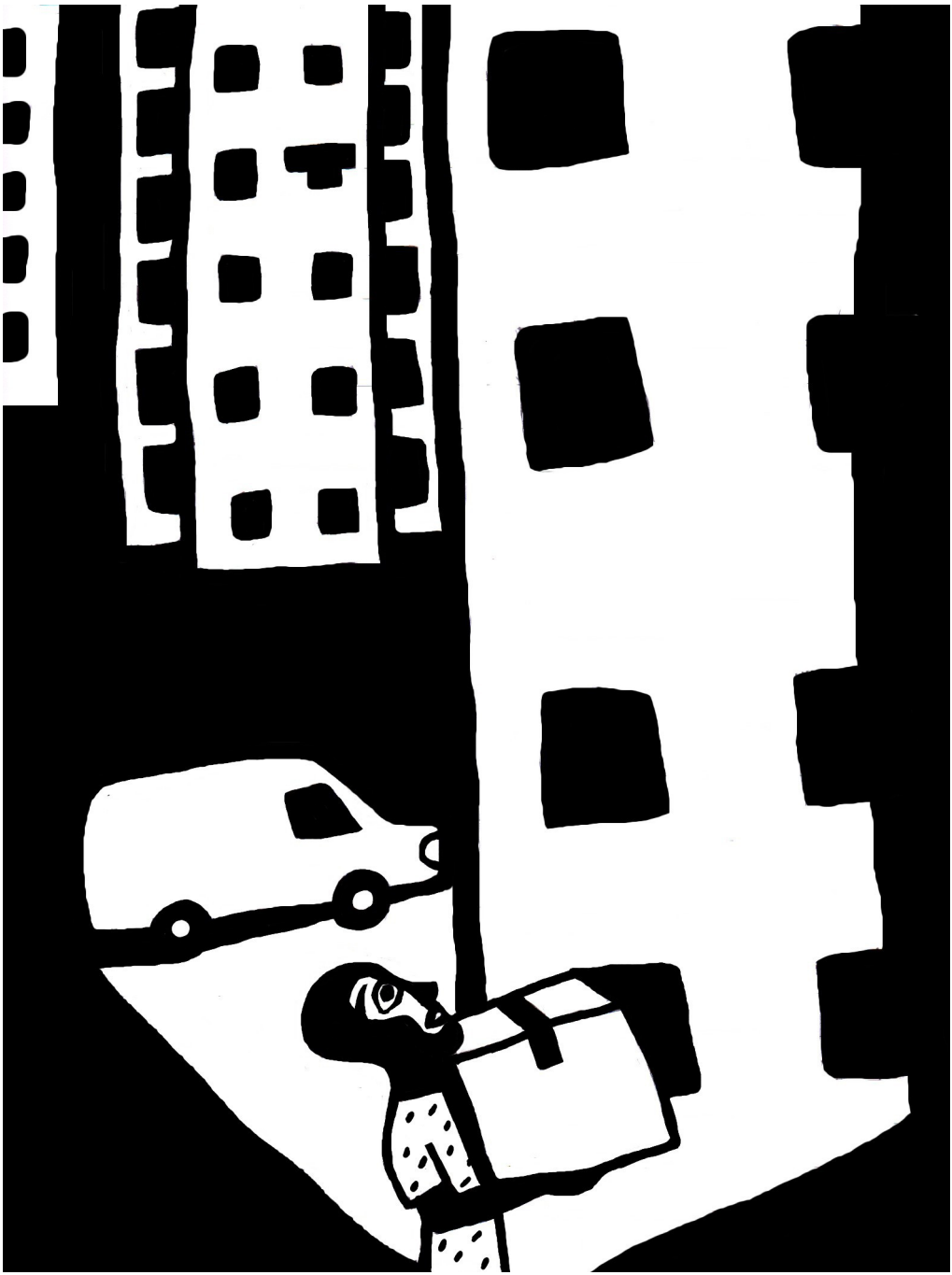
[16] Commune de la wilaya d'Alger, située en banlieue ouest de l'agglomération.

allaient bientôt venir pour l'inauguration. La situation allait changer pour moi parce que, dans ce logement, j'étais bien classé. Le passeur de Zéralda a appelé mon 'coxeur' en Guinée car la route de la Tunisie ne passait pas en ce moment. Du coup, je ne pouvais plus bouger et il fallait un autre endroit pour m'accueillir. Il m'a envoyé chez un de ses amis dans un autre chantier vers Birkhadem[17], toujours près d'Alger.

Je suis resté dans ce nouveau chantier quelques jours. Je commençais à avoir besoin d'argent, le passeur guinéen m'avait dit que la somme que je lui avais donnée était presque finie. Il allait me faire passer en Tunisie mais une fois là-bas je devais me débrouiller tout seul.

Une matinée, un Algérien est venu au chantier et nous a proposé du travail. On devait aller acheter des carreaux pour poser au sol et les transporter chez lui, c'est ce qu'il nous a expliqué. Il nous a proposé une somme qui représentait quasiment deux semaines de salaire sur le chantier. On était trois personnes, plus moi, quatre. Nous sommes allés ensemble dans une boutique pour acheter tout le matériel. On a tout chargé dans sa voiture. Arrivés chez lui, il a changé le programme. Il nous a demandé de monter les colis avec les carreaux jusqu'au septième étage. Jusqu'au septième étage ! Et puis une fois là-haut, il fallait descendre les déchets des matériaux qu'il avait déjà enlevés. On lui a dit que ce n'était pas ce qui était prévu mais il a répondu que si on ne le faisait pas, il allait appeler la police et ne pas nous donner l'argent accordé. Comme on avait tous besoin de sous, on a fait le travail. Il nous a payé douze mille dinars chacun[18]. C'était une belle somme mais j'ai eu des courbatures pendant au moins trois jours !

[17] Commune de la wilaya d'Alger située en banlieue sud de la ville.
[18] Autour de 85 euros.



Je suis resté quasiment un mois sur le deuxième chantier. Les conditions étaient bien moins bonnes qu'à Zéralda, on logeait en bas d'un immeuble, on avait mis quelques planches de bois par terre puis on dormait sur des couettes. Je ne sortais même pas, parfois juste pour faire quelques courses, je ne voyais pas d'autres gens. J'attendais.

En route vers la Tunisie

Un jour, le passeur m'a appelé et m'a dit qu'il avait pris mon billet de bus pour aller vers la frontière. Je devais prendre le bus à la gare routière de Kharouba, direction Tébessa[19].

C'était loin, ça a duré toute la journée. Une fois à la gare de destination, il y avait quelqu'un pour nous accueillir. Il nous a envoyés dans un foyer et nous a expliqué que l'on devait rester sur place et qu'un 'guider'[20] allait venir nous chercher pour nous faire traverser la frontière.

Je suis resté au foyer un jour. Le deuxième jour le 'guider' est venu dans une grosse voiture, presque un camion parce qu'on était nombreux, on était une dizaine de personnes. C'était la nuit.

La voiture nous a envoyés à quelques kilomètres et nous a déposés. Le 'guider' devait maintenant nous conduire jusqu'en Tunisie. Mais il ne connaissait pas du tout la route. Il nous a fait marcher, durant toute la nuit on a marché. Il regardait le GPS mais il ne trouvait pas le chemin. Nous, on le suivait.

[19] Tébessa ou Tbsessa, chef-lieu de la wilaya du même nom, est une ville à l'est du pays, près de la frontière tunisienne. Elle comptait au recensement de 2008 un peu moins de 200 000 habitants. Source : Wikipédia.
[20] Voir encadré 'Lexique migrant', p. 43-47.

Le matin, on a regardé le GPS. Nous étions toujours du côté de l'Algérie. On a protesté auprès du 'guider' mais il s'est énervé contre nous et nous a dit de le suivre. On a marché encore toute la journée. On ne trouvait pas la route de la Tunisie. Nous sommes passés près d'une ville algérienne que l'on a contournée. On est arrivés à une montagne et on s'est calmés là-bas. Il faisait jour et les gens nous voyaient. On était nombreux.

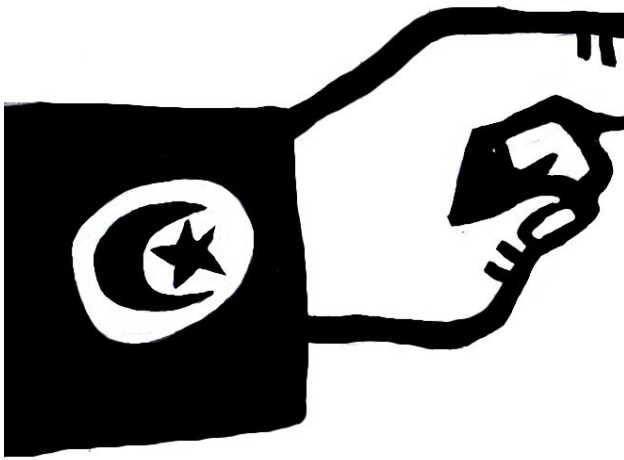
C'est à ce moment que le 'guider' a bien regardé son GPS et nous a dit « Ah, je me suis trompé … ». Il nous a dit qu'il connaissait maintenant la route. Nous sommes restés sur la montagne toute la journée. Et la nuit, on a repris chemin et on a dépassé la frontière.

On était dans la zone tunisienne maintenant. Du coup, le GPS ne marchait plus parce qu'il travaillait avec la puce algérienne. Nous sommes arrivés dans une ville pas loin de la frontière. Soudainement, les gens du quartier nous ont agressés avec des cailloux, d'autres nous ont menacés avec des couteaux. Ils nous cognaient. Ils étaient nombreux, plus que nous. On a essayé de courir mais ils sortaient devant nous car ils connaissaient bien le quartier.

Nous, on a décidé de nous défendre parce qu'on ne pouvait pas se laisser faire. Quand ils jetaient les cailloux, nous aussi on lançait les cailloux. Nous aussi on les cognait parce qu'ils pouvaient nous faire mal. On a essayé de les repousser mais il y a un ami qui s'est fait attraper. Ils l'ont frappé fort, ils ont bien gâté son pied. Il ne pouvait plus marcher.

On avait vu un bar juste à côté. On est rentrés pour se réfugier. Deux personnes du bar sont allées chercher notre ami. On l'a emmené avec nous mais il avait le pied cassé. Il ne pouvait rien faire maintenant. Entre-temps, les agresseurs avaient entouré le bar, ils nous attendaient pour nous attaquer. Le gars du bar, au vu de la situation, a appelé la police.

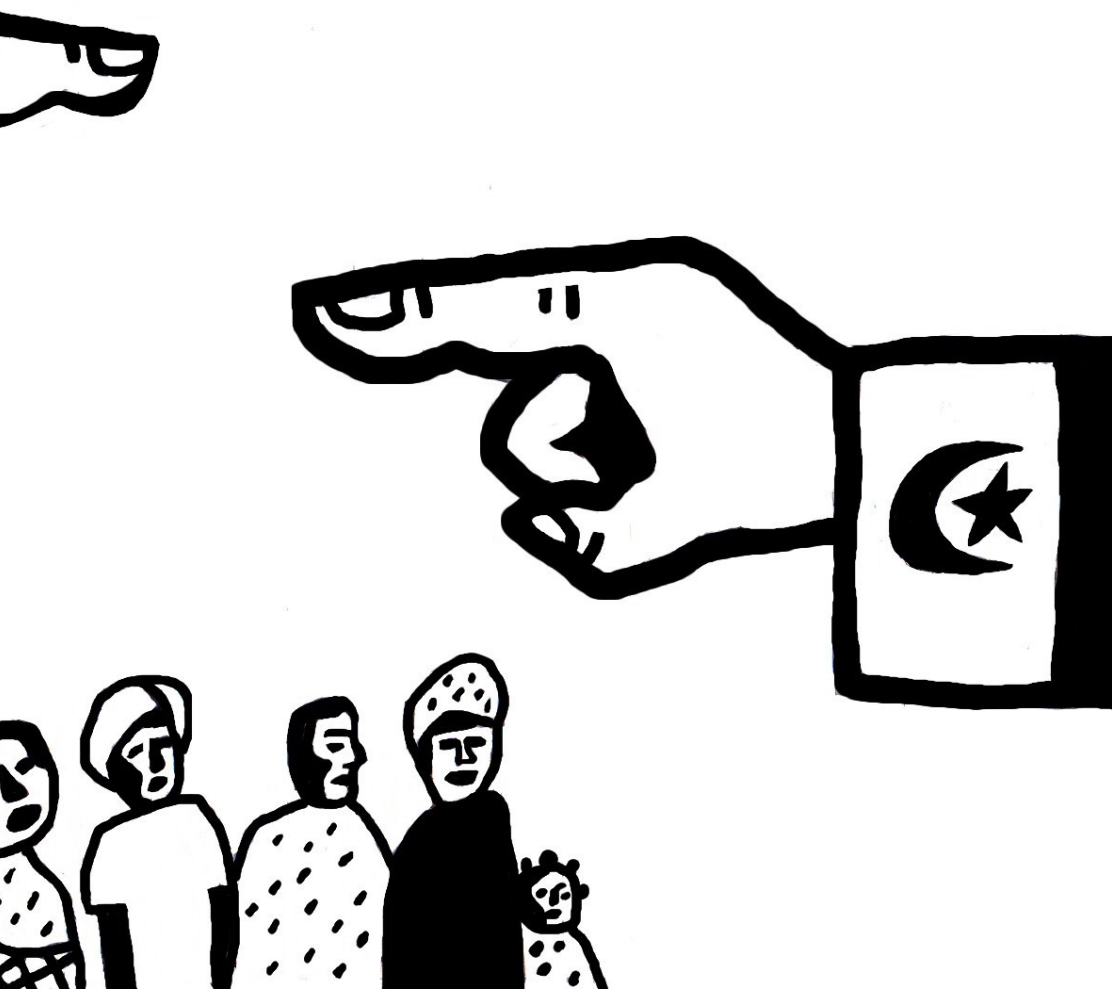
En quelques minutes, la police est venue avec un pick-up. Ils ont vu que notre ami était blessé. Il ne pouvait plus marcher. Ils ont dit qu'ils allaient l'amener à l'hôpital. Ils nous ont tous placés derrière le pick-up.



On pensait qu'on était sauvés. Pourtant, à notre grande surprise, ils ne nous ont pas du tout amenés à l'hôpital pour soigner le blessé. Ils nous ont envoyés plutôt au milieu de la frontière, dans la zone entre les deux pays.



On n'était pas en Tunisie. On n'était pas en Algérie. Les Tunisiens nous ont déposés dans cet espace sans appartenance et nous ont dit d'aller chez les Algériens. Et les Algériens, quand nous sommes allés vers eux, ils nous ont dit d'aller chez les Tunisiens.



Finalement, on a décidé avec le groupe, vu ce qui s'était passé en Tunisie plus tôt, d'aller en Algérie. Nous sommes allés plaider auprès des militaires algériens au poste frontière. Ils ont vu notre camarade blessé et finalement ils ont eu pitié. Ils nous ont accueillis, ils nous ont donné beaucoup de choses à manger, du couscous, plein de trucs. Ils nous ont dit que comme il y avait quelqu'un de malade, ils allaient nous faire traverser la forêt, mais arrivés près de la ville, c'est nous qui allions devoir nous débrouiller.

En effet, ils nous ont amenés près d'une ville, mais je n'ai pas retenu le nom. Ils nous ont laissés là-bas. On a commencé à marcher. On a décidé que chacun à son tour allait prendre sur son dos l'ami qui avait mal au pied, et quand on fatiguait, on échangeait. On n'avait pas d'autre solution et c'était un long chemin même si on voyait la ville au loin.

Une fois arrivés, on a essayé de négocier avec les 'taxi-man', mais personne ne voulait nous prendre. Finalement il y en a un qui a accepté et on est retournés au foyer d'où on était partis deux jours plus tôt.

Nouvelle tentative

Le foyer appartenait à un Algérien qui faisait son business en le louant. Il apportait aussi des marchandises, des choses à manger, qu'il revendait aux gens qui attendaient là-bas, parce qu'une fois dedans, on n'avait pas le droit de sortir se balader. C'était une maison de trois chambres où il y avait beaucoup de personnes.

Le passage de la frontière était géré par des Noirs. Des anciens migrants qui sont restés bloqués et sont devenus des passeurs qui 'mangent l'argent' de leurs frères. Ils peuvent

prendre beaucoup de monde, parfois dix, même quinze personnes. On t'amène d'abord en voiture puis ensuite on te fait marcher, même si parfois ils ne connaissent même pas la route comme ça avait été notre cas. Si vous avez de la chance, vous pouvez entrer en Tunisie, mais ça ne marche pas toujours.

Quand nous sommes revenus au foyer, on nous a dit que l'on ne pouvait pas rester longtemps. Le troisième jour ils ont commencé à nous demander de l'argent, ils nous ont menacés d'appeler nos parents et de dire qu'ils allaient nous maltraiter si l'on ne leur envoyait pas de sous. Ce sont des gens violents, ils consomment de l'alcool, des drogues, ils portent tous des couteaux. Ils ont duré là-bas et tu dépends un peu d'eux parce que toi tu viens d'arriver.

Ils nous ont demandé de payer un million de francs guinéens, je crois que ça doit être un peu plus de 100 euros. Si on ne payait pas, on ne pouvait pas sortir et ils allaient nous faire du mal. J'ai essayé de négocier en disant que c'était quelqu'un qui m'avait fait venir. Le gars du foyer a appelé le passeur d'Alger qui m'avait envoyé là-bas. Lui, il a dit que ce n'était pas leur accord. Finalement, on nous a fait sortir et on nous a envoyés en ville. Nous étions au nombre de trois. Le gars qui s'est fait mal au pied est resté sur place. Peut-être que lui a pu payer. On lui a fabriqué une espèce d'attelle avec deux briques et on avait mis son pied dedans.

Nous sommes allés à la gare. Je voulais retourner sur Alger mais on n'avait pas l'argent pour payer le billet. La première nuit nous avons dormi près de la gare. Le matin du deuxième jour on a négocié avec les dames de ménage. Si l'on faisait leur travail elles pouvaient payer notre billet de bus. On était vraiment contents, on a travaillé toute la matinée et à 15h

nous avons pris le bus pour Alger.

Une fois de retour, j'ai appelé à nouveau le 'coxeur' guinéen. Il m'a dit que mon argent n'était plus suffisant. J'ai insisté et il a enfin accepté de m'intégrer au sein du prochain programme. Entre-temps je pouvais rester au chantier de Birkhadem.

Au bout de 15 jours, un nouveau groupe s'est présenté. Du coup, on nous a pris le même billet de bus, on est repartis à Tébessa. J'avais dit au passeur que je ne voulais plus du tout retourner au même foyer, j'avais peur de me faire torturer par les gars sur place. Il m'a rassuré et m'a dit que cette fois ce serait différent.

Une fois arrivés à la gare routière, une voiture nous attendait sur place, prête à nous faire traverser. Nous sommes montés et la voiture nous a fait dépasser la frontière sans encombre, on a pris la direction de Kasserine[21].

Une rencontre … surprenante !

La voiture nous a laissés vers six ou sept heures du matin à quelques kilomètres de Kasserine. Du coup, il fallait marcher jusqu'à la ville. Le passeur nous avait dit de ne pas trop se laisser voir en journée mais il y en a certains qui sont partis tout de suite. Avec un ami on a convenu de se poser jusqu'à la nuit. On a trouvé un endroit où il y avait des petits arbres. On s'est couchés là-bas, tranquilles. La nuit tombée, on a commencé à marcher.

On a marché, on a marché, on a marché. Il y avait beaucoup de chiens. Quand les chiens nous voyaient, ça faisait du bruit. On a continué à marcher, une bonne partie de la nuit. À un

[21] Ville tunisienne à environ 50 km de la frontière près de Tébessa.

moment, épuisés, on s'est couchés dans un endroit, on ne savait même pas où on était. C'était très sombre.

Soudainement, je me suis réveillé, et j'ai vu quelque chose… je ne sais pas, c'était comme une personne habillée en blanc. Elle ne bougeait pas. C'est à ce moment-là que je me suis rendu compte que nous étions dans un cimetière et que nous nous étions couchés sur une tombe. J'ai réveillé mon ami et lui ai dit que nous allions nous déplacer. J'avais vraiment peur.



On a trouvé un autre endroit pour se coucher et on a dormi jusqu'au matin. Au réveil, mon ami m'a demandé si j'avais vu quelque chose pendant la nuit, j'ai dit oui mais je n'avais pas voulu lui faire peur. Lui aussi, il l'avait vu. Sans doute il s'agissait juste d'une personne avec une djellaba blanche qui était au cimetière en plein milieu de la nuit ; mais sur le moment on a bien cru qu'il s'agissait d'un fantôme !

Direction Sfax

Le matin on a continué à marcher. On a marché, on a marché. On a vu un 'taxi-man' qui passait. On a demandé s'il pouvait nous amener vers le centre de Kasserine. On voulait aller à la gare, on nous avait dit que là-bas on pourrait trouver une voiture pour nous amener à Sfax. Le 'taxi-man', lui, nous a demandé de payer. Mon ami avait de l'argent, il lui a donné mille ou deux mille dinars algériens[22], j'ai oublié. C'était en tout cas suffisamment d'argent pour nous envoyer en ville. Pourtant, à peine dix minutes après, il nous a laissés au milieu de nulle part en disant qu'il y avait beaucoup de police et qu'il ne pouvait pas continuer. Donc, il fallait marcher à nouveau. En effet nous avons vu des policiers, mais on n'avait plus peur, tellement on était désespérés.

Arrivés à la gare, on a découvert qu'il n'y avait plus de voitures qui transportaient les noirs. C'était devenu interdit. Sfax était pourtant loin, j'ai vu plus tard des bornes kilométriques qui marquaient 130 kilomètres[23]. On est resté sur place sans trop de solutions. On attendait, on se renseignait. Finalement, un gars nous a dit qu'il y avait des anciens rails de train qui partaient jusqu'à Sfax. On pouvait les suivre.

[22] 1 000 dinars algériens = 6,56 euros
[23] Par la route, la distance entre Kasserine et Sfax est d'environ 200 km.



Réseau ferroviaire tunisien en 2010.

Source : Clive Lamming – Trainconsultant.com

Nous voilà repartis pour de nouvelles étapes de marche à pied. On a démarré la nuit, puis on a continué en journée. Les gens passaient en voiture par une route à côté des rails. Certains s'arrêtaient et nous donnaient à manger et à boire. Le deuxième jour, on a continué à cheminer. Un moment où on se reposait, un gars s'est arrêté et assis à côté de nous. On a longtemps parlé et sympathisé. C'était un Tunisien qui avait duré longtemps en Europe avant de rentrer au pays. Quand il allait partir il nous a proposé de nous amener jusqu'à Sfax. Il nous a dit que c'était dangereux si la police nous arrêtait donc on s'est cachés dans son coffre. Il nous a envoyé jusqu'à Sfax sans rien payer !

Sfax

Arrivés à Sfax, je me suis séparé de mon compagnon de route qui avait son propre programme. Chacun a des parcours différents. J'ai donc appelé un nouveau passeur. Il m'a placé dans un appartement dans un quartier que l'on appelait Ariana Poste, pas très loin du centre-ville. Je suis resté quasiment un mois. On était nombreux à vivre dans ce lieu, il y avait trois chambres, une pour le passeur local, une pour les femmes qui étaient trois, et une pour nous, les hommes. Nous étions au moins une quinzaine, donc certains avaient un lit et d'autres devaient coucher par terre.

La vie là-bas était bien, sauf que dans l'appartement il n'y avait pas d'eau pour boire, juste de l'eau salée. Donc on devait se déplacer assez loin, à plusieurs kilomètres pour aller en chercher. Chacun partait et devait revenir avec deux grands bidons remplis. On allait peut-être deux fois par semaine. Quand on se déplaçait à cet endroit, il y avait souvent des gens qui nous insultaient en chemin. Un ami s'est fait aussi piquer son téléphone.

Par contre, dans le quartier, ça allait bien. Il y avait un café pas loin de l'appartement où on partait souvent prendre un coup, on jouait aux cartes, au '8 américain' surtout. On allait aussi jouer au foot sur un terrain que les anciens connaissaient. Je me sentais bien à Sfax, j'étais bien avec les amis, je vivais dans l'harmonie.

Un jour le 'coxeur' de Guinée m'a appelé. Au moment de mon arrivée, il m'avait dit que les autres amis avec qui j'avais commencé le voyage, ceux dont je m'étais séparé à Adrar, allaient arriver. Donc je devais les attendre et on allait prendre le bateau ensemble. J'étais très content.

En revanche, mon solde était complètement fini. Il fallait que j'appelle la famille pour verser de l'argent si je voulais traverser en Italie. D'un coup, toute ma joie s'est transformée en préoccupation. L'argent… j'avais pris les économies de mon père donc je ne pouvais plus l'appeler. Ma grand-mère maternelle n'avait pas les moyens. Ma grand-mère paternelle et mon oncle, ce n'était même pas la peine…

Je cogitais mais je ne trouvais pas de solution. Le passeur me mettait la pression. Il appelait tout le temps pour dire « si tu ne m'envoies pas la thune, tu vas rester sur place. Tes amis arrivent, il y a un convoi qui se prépare. Si tu paies je te mets dans ce convoi… »

Finalement, j'ai trouvé une issue. J'avais une sœur, en réalité c'est la fille de la sœur jumelle de mon père, donc ma cousine, mais en Afrique on dit 'sœur'. Je n'avais pas beaucoup de relation, mais le mari de ma 'sœur' était bien placé, lui il avait de l'argent. Donc, j'ai pensé que j'allais essayer de parler et de négocier avec elle.

Je lui ai expliqué la situation. J'étais dans une position où je ne pouvais plus me retourner au pays. Mais en même temps, sans argent je ne pouvais plus avancer. Elle m'a écouté et m'a dit qu'elle allait parler avec son mari. Elle m'a demandé de combien j'avais besoin. Le passeur m'avait dit que pour la traversée il fallait payer 20 millions de francs guinéens, un peu plus de 2 000 euros.

Elle a parlé directement avec le passeur de Guinée. Ils sont tombés d'accord. Son mari a payé.

C'était ma seule chance, je lui serai toujours reconnaissant.



Aboubacar (à gauche) avec ses camarades à Sfax (photo floutée fournie par l'auteur)

Lexique migrant : les mots des 'aventuriers'

Un bon nombre d'auteurs se sont intéressés à l'étymologie et au sens conceptuel, ainsi qu'à la pertinence et à l'impact des mots et termes que l'on utilise dans les domaines administratif, politique ou médiatique pour désigner la migration et ses acteurs (Aprile et Dufoix, 2009 ; Calabrese et Veinard, eds., 2018 ; Jamid, 2019). En revanche, peu d'études portent sur la spécificité, les variantes et les significations des mots et termes utilisés par les personnes migrantes elles-mêmes, lors de leurs périples en direction et à l'intérieur de l'Europe. Mis à part quelques contributions isolées (Streiff-Fénart, 2020 ; Hernández Gómez, 2023a ; Equipaggio della Tanimar, 2025), l'analyse de la parole en contexte migratoire est peu développée dans les sciences sociales (Canut et Sow, 2014).

Les livres de récits sur la migration - aussi nommés littérature-refuge (Hernández Gómez, 2023b) - constituent à ce titre une source inestimable pour découvrir et comprendre ce 'lexique migrant' utilisé « pour parler de leur mobilité, des contraintes qui l'entravent et des défis qu'elle représente à leurs yeux » (Streiff-Fénart, 2020, p.15). On y retrouve plusieurs dimensions justifiant cette littérature migrante : d'une part, le désir de dénoncer, d'informer, de déconstruire les discours médiatiques et politiques qui se focalisent sur les aspects négatifs (Hernández Gómez, 2023a) ; d'autre part, l'utilisation de l'écriture comme thérapie, pour se sentir mieux, pour éviter les mauvaises tentations, la colère, la folie, voire les tendances autodestructrices (Senovilla in Diallo, 2024). On peut y ajouter la vocation de faire connaître une expérience humaine méconnue (Nouss, 2018), ainsi qu'une véritable démarche d'expression esthétique et artistique que l'on trouve dans les récits de Ngatcheu (2020), Kamerun (2022) ou dans les poèmes de Falmarès (2023), entre autres.

Le récit d'Aboubacar Bangoura reprend différents termes du lexique propre à l'aventure que nous allons expliquer par ordre d'apparition dans le texte.

Il utilise à plusieurs reprises le mot **'coxeur'**, dont l'étymologie proviendrait de la langue anglaise, du verbe 'to coax' (cajoler quelqu'un pour l'amener à faire quelque chose). Il s'agit à l'origine d'un terme sénégalais pour désigner les rabatteurs attirant les clients vers les taxis des gares routières (N'Diaye-Corréard, dir., 2006, p. 152) ; réadapté ensuite pour désigner les intermédiaires de la migration chargés - contre rémunération - d'organiser une ou plusieurs étapes du voyage migratoire : notamment les moyens de transport, le franchissement de frontières, l'hébergement ou même l'accès au travail sur les points intermédiaires. Dans le récit d'Aboubacar - qui alterne l'utilisation du terme 'coxeur' avec celui du 'passeur' - on comprend le caractère réticulaire de ce système complexe de gestion informelle des migrations : un premier intermédiaire, souvent basé au pays d'origine, reçoit l'argent et supervise à distance un réseau de 'passeurs' locaux, qui sollicitent à leur tour d'autres acteurs qui assurent la gestion des différentes étapes (aussi nommées 'programmes') du voyage : 'chauffeurs' pour les déplacements terrestres, notamment dans le désert ; 'guides' ou 'guiders' pour certains passages de frontière à pied ; 'lanceurs' pour les traversées en bateau. Aboubacar affirme « Le passage de la frontière était géré par des Noirs. Des anciens migrants qui sont restés bloqués et qui sont devenus des passeurs et mangent l'argent de leurs frères » (p. 34). Il fait ainsi référence aux motivations pécuniaires, parfois abusives, car conditionnées par un certain usage de la violence de la part de ces intermédiaires. C'est ce que Dennis Kamerun (2022) appelle la 'chairmania'.

Le terme **'bunker'**, parfois aussi nommé comme **'foyer'**, 'ghetto' ou 'trankilo', désigne en général un lieu d'hébergement collectif plus ou moins précaire, imposé par les intermédiaires gérant le parcours migratoire ou autogéré par les migrants eux-mêmes, où ceux-ci s'installent pendant un temps plus ou moins long, en attente de l'organisation de la suite de leur voyage. El Arraf (2025) emploie également ce terme pour désigner les logements de fortune individuels construits par les migrants ouest-africains dans un campement informel situé à Rabat. Lecadet souligne

quant à elle leur caractère confidentiel, caché, étant situés aux marges des villes et conditionnés par les contraintes du parcours migratoire (2014, p. 364).

'Aventuriers' et **'voyageurs'** sont les termes habituellement employés par les personnes en situation de migration pour s'autodésigner. Le Contre-dictionnaire des frontières définit l'aventure comme un champ de situations et significations qui va au-delà de la mobilité et met en exergue la notion de risque, son acceptation volontaire, l'investissement personnel, la joie de la découverte, la transformation du regard à travers le voyage et les rencontres, la construction d'un savoir utile pour se débrouiller, l'aléatoire et l'imprévisible des situations (Equipaggio della Tanimar, 2025, p. 31). Le terme 'voyageurs' est utilisé par le réalisateur camerounais David Bingong dans son film éponyme (2025), où il documente son expérience de vie dans les forêts marocaines limitrophes à l'enclave espagnole de Ceuta.

Enfin, **'Boza'** est un terme d'exultation utilisé par les migrants subsahariens pour désigner le franchissement de la frontière européenne. Les origines du terme varient selon les sources : 'victoire' en bambara ou mot d'origine camerounaise (Goux, 2025) ; ce qui ne change pas, c'est son caractère de célébration, un cri de réussite, de gloire, de récompense. Ulrich Cabrel, jeune migrant camerounais, et Étienne Longueville, son hébergeur, le définissent dans leur livre du même titre (2022, p. 264) : « C'est un mot qu'il faut chérir, le plus beau de la langue française. Ne crois pas que ce soit simplement « Hourra ! ». C'est une jubilation triste, le basculement d'un monde à l'autre : un soulagement de victoire et une projection de liberté ».

Références

Aprile, Sylvie et Dufoix, Stéphane (2009), Les mots de l'immigration, Éd. Belin, 412 p.

Bingong, David (2025), 'Les voyageurs', film distribué par Vias Audiovisuales.

Cabrel, Ulrich et Longueville, Etienne (2020), Boza, Éd. Philippe Rey, 379 p.

Calabrese, Laura et Veniard, Marie (éds.) (2018), Penser les mots, dire la migration, Éd. Academia/ L'Harmattan, coll. 'Pixels', 204 p.

Canut, Cécile et Sow, Alioune (2014), Les mots de la migration. Discours, récits et productions artistiques, in Cahiers d'études africaines, (213-214), p. 9-25.

Diallo, Alhouseine (2024), À moi, vivant invisible, Migrinter - OMM, 134 p.

El Arraf Ayoub (2025), Vie, mort et vies d'un espace-alibi. Trajectoires d'un campement urbain de migrants ouest-africains au Maroc, in E-Migrinter n° 26, p. 1-18.

Equipaggio della Tanimar (2025), Controdizionario del confine. Parole alla deriva nel Mediterraneo centrale, Tamu edizione, 220 p.

Falmarès (2023), Catalogue d'un exilé, Paris, Poésie Flammarion, 240 p.

Goux, Noémie (2025), Suivre les traces, percevoir les signes de présence : pour une approche indiciaire du mouvement migratoire entre Afrique de l'Ouest et Europe du Sud, in Revue européenne des migrations internationales, 41(2), p. 273-286.

Lecadet, Clara (2014), De Tinzawaten à Bamako, les ghettos de l'expulsion, dans Agier, Michel, Un monde de camps, la Découverte, p. 364-374.

Hernández Gómez, María de los Ángeles (2023a), Récits rescapés : témoigner du parcours migratoire à la lisière du silence, in Hernández Gómez, M.A. (dir.), L'indicible. Déclinaisons du silence, de la censure et de l'autocensure, Paris, L'Harmattan, p. 211-242.

Hernández Gómez, María de los Ángeles (2023b), Pour une éthique de la littérature-refuge : l'écriture impliquée de Marie Cosnay, in Echinox, vol. 45, Diasporic voices, Different voices, p. 356-370.

Jamid, Hicham (2019), Les mots de la migration…, in Afrique(s) en mouvement, vol. 1(1), p. 7-9.

Kamerun, Dennis (2022), Les héros du quotidien, Dacres éditions, 255 p.

Ndiaye-Corréard, Geneviève, dir. (2006), Les mots du patrimoine : le Sénégal, Archives contemporaines, 600 p.

Ngatcheu, Stephen (2020), Chez moi, ou presque…, Dacres éditions, 85 p.

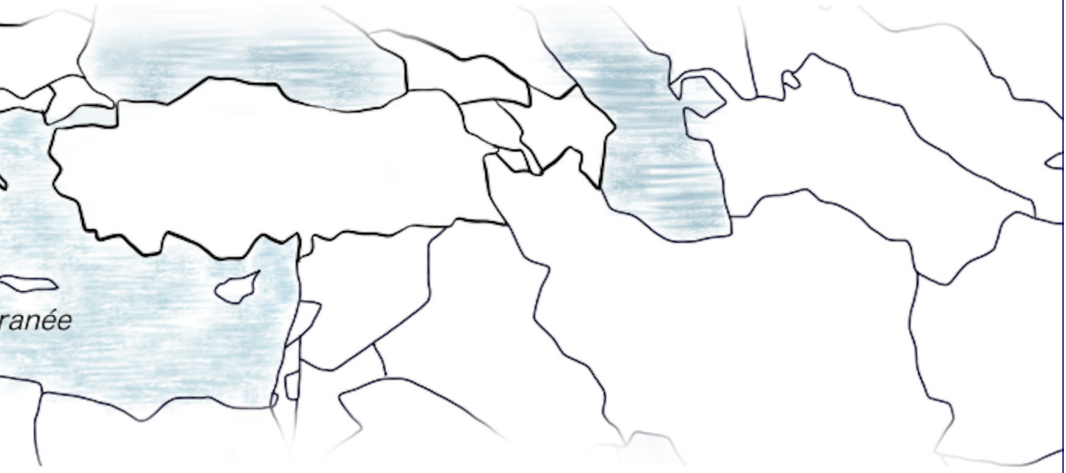
Nouss, Alexis (2018), Littérature, exil, migration, in Hommes & migrations, 1320, p. 161-164.

Streiff-Fénart, Jocelyne (2020), Les mots de la mobilité : les concepts des sciences sociales en regard des catégories politiques et des points de vue émiques, in Cahiers de l'Urmis 19, novembre 2020, document 7.

Carte réalisée par Céline Bergeon



Le parcours d'Aboubacar en Afrique





"À Reggane, des Algériens sont venus et nous ont agressés. Ils avaient des machettes et des couteaux. Ils ont pris la femme qui était avec nous, ils l'ont violée"



"Zeinab n'a pas pu tenir. À un certain moment, elle s'est arrêtée, elle ne pouvait plus. Elle m'a confié son enfant. Elle m'a dit de le sauver".

Le départ

Le 27 juin, le passeur nous a avertis que nous allions partir le lendemain. On était à la maison et il nous a dit de nous préparer. Il nous a réveillés à 6h du matin. Il y avait deux taxis, on est montés, nous sommes partis.

Après une heure de route, le taxi nous a déposés dans un champ de « zeitouns »[24]. On s'est installés là-bas, on était bien, il y avait le soleil. Un Tunisien est arrivé. Il nous a dit qu'on pouvait se poser ici, qu'il n'y avait pas de problème, en attendant une autre voiture qui devait venir nous prendre. Moi, je me suis couché sous l'ombre des « zeitouns ».

Le Tunisien est venu nous chercher. Il nous a tous pris et il nous a amenés dans une grande maison. Il y avait beaucoup de personnes que je ne connaissais pas. Environ une centaine, même pour marcher c'était un problème. On nous a enfermés et personne ne devait sortir. C'était la consigne car il y avait des voisins à côté qui ne devaient pas savoir qu'on était là. Il y avait de l'eau et du pain. On est restés là-bas tranquilles, on y a passé toute la journée.

Le soir, vers 20h, deux autres Tunisiens sont venus. Ils ont ouvert la porte et nous ont dit qu'il était l'heure de partir, qu'on devait marcher pour chercher les bateaux, les 'tobas'[25], puis les charger dans un camion, pour aller ensuite au bord de la mer. Après quelques minutes, les Tunisiens ont commencé à courir, on les a suivis. On ne savait pas si c'était la police, mais on a couru. J'ai pu suivre l'un d'entre eux qui

[24] 'Zeytoun' ou 'zaitoun' est un toponyme arabe pour désigner les olives. Les personnes migrantes utilisent ce terme pour faire référence aux champs d'oliviers au nord de la ville de Sfax où de nombreux camps informels se sont établis, notamment entre 2023 et 2025. Voir encadré 'Impact des cadres normatifs', p. 90-95.

[25] Bateaux en verlan.

nous a guidés jusqu'aux bateaux. On en a pris un, on l'a mis dans le camion et nous sommes partis. Un motard circulait devant le camion, il guidait la route et surveillait s'il y avait des policiers. Il nous faisait signe et on continuait. On a fait ça pendant 20 minutes, jusqu'au bord de la mer où nous avons retrouvé un autre groupe qui se préparait aussi à traverser. On a descendu le bateau du camion, on l'a posé sur l'eau et les Tunisiens, eux, ils ont quitté. C'est à ce moment-là que je me suis aperçu qu'au moment de courir pour aller chercher le bateau, j'avais perdu mon téléphone.

On a essayé de démarrer le bateau. Ça ne démarrait pas. Le capitaine, il essayait, il essayait. Ça ne démarrait pas. On a commencé à s'inquiéter. Au bord de la mer, il y avait une route qui passait. Tout à coup, on a vu des policiers qui venaient vers nous, ils étaient cinq. Ils avaient des pistolets. Ils ont voulu nous arrêter. Du coup, comme le bateau ne démarrait pas, on l'a poussé dans l'eau pour nous éloigner d'eux, on avait de l'eau jusqu'à la poitrine.

Seul le capitaine était dedans, il essayait, il essayait.

D'un seul coup, ça a marché. Le moteur a démarré. On est tous montés et nous sommes partis. On était 34 personnes sur un bateau en fer soudé.

Direction Lampedusa.





Traversée

On y a passé toute la nuit. Le lendemain, le bateau s'est éteint et il ne s'allumait plus. On a eu peur, on faisait des va-et-vient sur l'eau. Une femme qui était avec nous a commencé à pleurer. Le capitaine lui a dit de se taire mais elle ne pouvait pas tenir, elle pleurait, elle pleurait. Une autre personne voulait appeler la garde nationale. Le passeur lui avait donné le numéro. Mais l'appel ne passait pas.

On a essayé de rallumer le bateau et ça a marché. Selon le capitaine, c'est le moteur qui était chaud. Ce capitaine était aussi un aventurier. La seule différence était qu'il ne payait pas la traversée. Son rôle était de nous conduire. On a continué la navigation. Le soir, on a vu un avion qui tournait, on était contents car on pensait qu'on était rentrés. On s'est même pris en vidéo en fêtant le 'Boza'[26]. Pourtant, on a continué à avancer mais on ne voyait pas l'Italie. Les gens ont commencé à s'inquiéter. Le capitaine nous a dit « bientôt, bientôt on va rentrer ».

Enfin, on a vu un grand bateau au drapeau italien qui est venu nous chercher. Il y avait beaucoup d'autres aventuriers qui tentaient la traversée comme nous, trois ou quatre bateaux étaient sur l'eau. Chacun devait attendre son tour pour qu'ils viennent nous chercher. Mais les gens étaient pressés, tout le monde voulait monter en même temps sur le grand bateau et le nôtre s'est renversé. On était dans l'eau mais heureusement on avait des gilets de sauvetage[27]. Il fallait qu'on monte dans le grand bateau dans l'obscurité. La femme qui était avec nous est montée en premier. Je n'étais pas le dernier, ni parmi les premiers à monter.

[26] Voir encadré 'Lexique migrant', p. 44-47.

[27] En réalité les passagers du bateau n'étaient pas équipés de gilets de sauvetage mais plutôt des chambres à air.



En pleine traversée de la Méditerranée (photo floutée fournie par l'auteur)

Sur le pont du grand bateau, ils nous ont comptés. Ils ont dit 33, mais le problème c'est qu'on était 34. Il manquait l'un d'entre nous. Les gens qui nous ont rescapés sont allés vérifier. Ils étaient gentils. On communiquait en français mais ils ne parlaient pas très bien. On n'a jamais pu savoir si la personne qui manquait a été retrouvée.

Le matin, des mini-bus sont venus nous chercher pour nous emmener dans un 'campo' à Lampedusa. Ils nous ont attribué un numéro et on devait aller dans un bus quand notre numéro était appelé. En attendant, tout le monde patientait sur l'esplanade du port.

On nous a donné une carte où c'était écrit 'Croix-Rouge' et des petits sacs avec des brosses, des dentifrices, des serviettes, puis un lit pliable d'une place. Il y avait beaucoup de monde au campo et c'était compliqué pour trouver un endroit où poser son lit. Nous sommes restés un ou deux jours dans ce lieu, on n'était pas autorisés à sortir. C'était grand, il y avait des immeubles et des tentes où les gens de la Croix-Rouge distribuaient de la nourriture. J'étais toujours avec mes compagnons de voyage, on avait la même couleur de numéro, orange, c'était notre groupe. On est restés ensemble.

Le deuxième jour, ils ont pris notre adresse, notre nom, notre âge, la nationalité, le nom du père et de la mère, ils ont tout pris. Et ils nous ont demandé si on voulait rester en Italie ou partir dans un autre pays. Pour moi, c'était la France. On ne m'a pas demandé si j'étais mineur, juste le jour où je suis né. Ils ont tout enregistré. À ce moment-là, tout le monde était mélangé : les personnes mineures et majeures. Moi je n'avais pas de papiers, pas de carte d'identité, alors que certains avaient leur extrait de naissance.

Sicile

Le troisième jour, un bus est venu nous chercher et nous a envoyés au port. Ils nous ont fait monter dans un nouveau bateau où on a patienté pas mal de temps avant de partir. Après une traversée de plusieurs heures, ils nous ont débarqués en Sicile, au port d'Augusta. Le lieu ressemblait à une esplanade et était entouré de grillages. Il y avait une grande tente, sous forme d'une maison. On nous a donné des petits sacs et des lits, comme à Lampedusa. On était nombreux aussi. Le lendemain, des Italiens sont venus pour prendre nos empreintes.

On est restés confinés presque neuf jours. On ne pouvait pas sortir ni se balader dans la ville. Il fallait rester dans la tente tout le temps, tout était fermé. Si on sortait, on ne pouvait voir que les voitures de policiers, il n'y avait rien d'autre. On nous donnait à manger matin, midi et soir. Une voiture venait, s'arrêtait et on devait se mettre l'un contre l'autre, en file. On prenait, un par un, le manger. Parfois, ils nous envoyaient de la nourriture qu'on n'avait pas le droit de manger.

Il y avait aussi une voiture qui venait avec l'eau. On se lavait une seule fois. Quand on allait dans la toilette, ils mettaient le chrono. Après trois minutes seulement, ils frappaient à la porte. C'était des toilettes mobiles.

Un jour, des gens de la 'Croix-Rouge' sont venus pour nous informer que l'on pouvait demander l'asile, puis ils sont tout de suite partis.

À Augusta, je n'étais pas du tout content. Quand j'ai vu la manière dont on était traités dans le campo, j'étais complètement découragé. Je me demandais si j'étais réellement en Europe. Je ne m'attendais pas du tout à ça.


POLIZIA



C'était vraiment dur pour moi. Je ne comprenais rien et seule cette question taraudait ma tête : est-ce que je suis vraiment en Europe ?

Transfert vers le continent

Au bout de neuf jours enfermés, sans rien à faire, surveillés par la police, une dizaine de bus sont venus nous chercher. Tout le monde était content. Il y avait une liste pour organiser la répartition, je ne sais pas comment elle était établie. On disait notre nom et on montait dans le bus qu'on nous indiquait. C'est à ce moment-là qu'on a été séparés avec mes compagnons de route.

Mon bus est parti. Peu de temps après, un bateau nous a fait traverser vers le continent. On a continué encore à rouler toute la journée. Des personnes ont été débarquées à Naples et à Rome. Enfin, le bus s'est garé dans un lieu qui ressemblait à un grand 'campo'. Il faisait nuit. Je pensais qu'ils allaient me placer là-bas mais un taxi est venu nous chercher pour nous emmener à la ville de Rimini, dans un appartement. On était arrivés au milieu de la nuit. Tout le monde dormait.

C'était un grand appartement. Il y avait beaucoup de monde, des Turcs, des Bangladeshis. On avait une chambre pour quatre, tous des Africains. On partageait la cuisine et les toilettes avec le reste. Pas loin, il y avait un autre appartement où j'ai retrouvé deux de mes compagnons de Tunisie.

La première semaine, ce n'était pas facile, parce que nous sommes arrivés un mardi. Le chef de l'appartement nous a dit qu'il donnait la nourriture seulement les lundis, donc on n'a quasiment rien eu à manger sauf quelques réserves de riz et de poulet que nous ont partagées les Bangladeshis. Il

fallait se débrouiller et attendre jusqu'à la semaine prochaine.

La cohabitation était bonne, le problème est que les autres, y compris le chef, ne parlaient pas trop le français. Pour communiquer, il fallait mettre le téléphone en traduction. Tu parles en français et puis ça traduit en langue italienne.

Le chef était la seule personne à gérer l'appartement, il n'y avait pas d'autres éducateurs. Il y avait d'autres mineurs comme moi, mais les Bangladeshis étaient plus grands. On pouvait sortir et aller jouer au foot mais il n'y avait pas d'autres activités. Le chef venait le matin, il contrôlait que tout le monde était sur place, et le soir avant de partir il faisait de même.

Je n'avais pas du tout envie de rester à Rimini. C'était difficile pour moi de vivre dans cet appartement, le chef ne parlait pas la même langue. De toute façon, depuis le campo à Lampedusa, j'ai dit que je voulais aller en France.

Au bout de deux semaines, mes amis qui étaient dans l'autre appartement m'ont dit qu'ils voulaient aller en France et m'ont demandé si j'étais prêt à partir. Je leur ai dit que je ne connaissais pas la route et que je n'avais pas d'argent. Eux, ils avaient appelé leurs parents qui avaient envoyé des sous. Ils m'ont dit : « si tu es prêt, tu ne paies rien, tu nous suis seulement ».

En route vers la France

On a quitté l'appartement. Je ne sais pas quel jour c'était, je l'ai oublié. On n'a pas informé le chef, rien, on a quitté. On a pris le bus jusqu'à la gare. On a vu qu'il y avait un train qui partait pour Milan, on est montés dedans. On était quatre.

Au bout de 30 à 45 minutes, un contrôleur est passé. Il ne parlait pas français, juste l'italien. On ne comprenait rien du tout, mais il a fait descendre trois d'entre nous. La quatrième personne était aux toilettes et a pu continuer jusqu'à Milan.

C'était une petite gare. On a vu d'autres trains mais on ne savait pas où ils allaient. On est montés finalement dans un qui nous a amenés à la ville de Spezia, mais ce n'était pas du tout dans la direction où on voulait aller !

On a rencontré un Guinéen qui descendait du même train. On lui a demandé des renseignements pour aller à Milan. Il nous a dit que malheureusement, il n'y avait pas d'autres trains le jour même, mais qu'on pouvait venir dormir chez lui. Il nous a très bien accueillis. Le matin, il nous a payé trois billets pour aller à Milan et il nous a donné 50 euros. Il nous a aussi acheté des kebabs qu'on a mis dans le sac. Il nous a dit qu'on pouvait prendre ça comme les 'frais de route'.

Arrivés à Milan, on a rencontré notre ami qui était resté seul là-bas. Il avait faim, alors on a pu lui donner à manger. Avec les 50 euros, on a acheté quatre billets pour Turin, c'était pas cher. Un Italien nous a aidés à prendre les billets. Et une fois à Turin, on a pris des billets jusqu'à Oulx.

À Oulx, on a trouvé une association. Ils nous ont accueillis dans un appartement et nous ont donné à manger. Le lendemain, ils nous ont donné des GPS pour aller en France. Ils nous ont dit de nous préparer car un bus allait à Clavière. Arrivés à Clavière, des personnes nous ont expliqué comment utiliser le GPS et nous ont dit qu'on allait monter dans la montagne, puis dans la forêt. Elles nous ont montré deux routes et nous ont expliqué que c'était important de se départager pour prévenir quand il y avait des contrôles de police.

Au départ, on a suivi une route de randonnée. On a rencontré deux personnes qui nous ont avertis qu'il y avait la police et qu'ils avaient attrapé certains de nos amis. On a décidé de couper par la montagne en dehors de tout sentier.

On a monté, monté, monté. C'était vraiment compliqué. On s'est même énervés entre nous parce qu'on était perdus et on ne se mettait pas d'accord sur la direction à suivre. Il faisait chaud et nos réserves d'eau s'épuisaient. À un moment, on a vu une rivière qui descendait de la montagne et on n'a pas réfléchi. L'eau était glacée ! Dans la forêt on a vu beaucoup de sacs avec des vêtements que les gens avaient abandonnés. Sans doute, ils s'étaient fait surprendre par la police et ils avaient laissé leurs affaires pour essayer de leur échapper. C'était vraiment dur comme parcours.

La journée avançait et le soleil allait bientôt disparaître. On ne savait pas si l'on allait pouvoir passer la nuit sur place. On a continué à marcher. On est montés très haut et au moment de commencer à descendre, c'était un autre problème pour nous. On ne savait pas comment faire. Finalement, on a décidé de s'asseoir et de descendre en se laissant glisser sur les fesses jusqu'en bas. C'était très risqué, on pouvait se prendre un gros caillou ou le tronc d'un arbre et se blesser au milieu de nulle part. J'ai eu vraiment peur. Je me suis même demandé pourquoi j'avais quitté l'Italie.

À la fin de la descente, on a enfin vu au loin une route où des voitures circulaient. On a continué à marcher en parallèle à la direction de la route mais sans se laisser repérer. On est arrivés à une zone militaire, une sorte de grande caserne abandonnée[28]. Le GPS nous indiquait que l'on était près de

[28] Aboubacar fait probablement référence à Fort Dauphin, un ancien poste de surveillance militaire construit au XVIIIe siècle dans les hauts de Briançon pour verrouiller la route vers l'Italie. Source : Wikipédia.



Briançon. Pas loin de ce lieu on a retrouvé le goudron, on a continué à marcher jusqu'à ce qu'une voiture nous prenne et nous amène aux Terrasses solidaires. C'était presque 20h, on avait passé toute la journée à marcher.

Briançon

À notre arrivée aux Terrasses nous avons été bien accueillis. Un jeune garçon a pris nos coordonnées, puis une femme nous a montré le lieu où on allait coucher, nous a donné des serviettes, des draps et des affaires de toilette. Il y avait beaucoup de monde sur place, on devait dormir sur des lits d'hôpital, on était vraiment serrés. Dans la chambre où on était il n'y avait pas vraiment de place.

Chaque jour, il y avait des activités. Il y avait deux personnes qui venaient en journée nous chercher et on partait jouer. On jouait au foot, au badminton, à d'autres jeux. On devait participer au fonctionnement du centre. J'ai surtout fait la vaisselle parce que je ne sais pas bien préparer[29]. Les bénévoles et toutes les personnes qui étaient au refuge étaient gentils avec nous. Je me sentais bien accueilli, comme dans une grande famille. J'étais aussi content d'être enfin arrivé en France.

Une dame est venue un jour pour nous expliquer comment allait se passer la suite. Pour cela on nous a séparés entre les mineurs et les majeurs. Je suis parti dans le groupe de mineurs. Elle nous a expliqué qu'il y avait certaines villes, comme Paris, où c'était très difficile d'aller parce qu'il y avait déjà beaucoup de monde. Elle nous a donc conseillé d'aller plutôt dans les petites villes mais où il y a l'Aide sociale à l'enfance. Du coup, je lui ai demandé car je ne connaissais

[29] Faire la cuisine.

pas du tout les petites villes. Elle m'a montré sur une carte et m'a proposé d'aller à Saumur.

Des quatre amis arrivés aux Terrasses, deux étaient partis rapidement. Moi j'ai dû rester un certain temps parce que j'ai eu un problème d'argent. Je n'avais pas de sous pour payer le billet vers une autre ville. Il me fallait autour de 100 euros que j'ai demandés à ma sœur, la même qui avait payé ma traversée, mais l'argent a mis pas mal de temps à arriver.

Quand le transfert est enfin arrivé, j'ai pris un billet de bus pour Saumur au départ de Grenoble. On nous avait aussi prévenus que dans la ville de Briançon, et notamment à la gare, il pouvait y avoir des contrôles donc il fallait se débrouiller pour aller en 'stop' jusqu'à Grenoble et aller prendre un autre transport plutôt là-bas.

Le matin, une dame du refuge nous a amenés en voiture à un endroit où on devait essayer de faire du 'stop'. J'avais mon bus le même jour vers 20h. Mais il n'y avait pas de voitures qui pouvaient nous prendre. On a galéré. C'était la première fois que l'on faisait ça, on avait écrit notre destination sur un bout de carton et on s'est assis pour attendre. On était quatre personnes. Tout le monde nous refusait, sans doute par peur des contrôles et aussi parce qu'on était nombreux. Je commençais à stresser car je sentais que j'allais louper mon bus et je n'avais plus d'argent pour prendre un autre billet.

Nous avons appelé la dame qui nous avait déposés. Elle est revenue et nous a aidés à faire l'auto-stop. Elle nous a dit déjà de nous séparer, deux par deux, car se faire prendre à quatre d'un coup était un peu difficile.

On a trouvé enfin une voiture qui pouvait nous prendre, mais elle pouvait nous amener jusqu'à côté de Grenoble, mais ce n'était pas la ville même. La dame nous avait dit de prendre cette voiture et de faire à nouveau du stop pour la deuxième partie.

Finalement, nous avons réussi à entrer à Grenoble vers 19h. J'ai pu prendre mon bus.

Saumur

Grenoble-Saumur, c'était long. Très long. Plus de neuf heures de trajet.

Je suis arrivé à destination très tôt le matin. Quand le bus m'a déposé, tout près de la gare ferroviaire, j'ai demandé aux gens s'il y avait un endroit où on pouvait m'accueillir car j'étais mineur. Personne ne savait rien. J'ai passé pas mal de temps à traîner sur place, je n'avais pas de sous, ni rien à manger. Le temps passait, la journée avançait et je n'avais pas du tout de solution. Je ne savais pas où j'allais passer la nuit. Finalement une femme a pris le temps de m'aider. D'abord, elle m'a acheté des choses à manger sur la machine de la station. Et ensuite elle a cherché sur Internet et m'a dit qu'à Saumur il n'y avait pas d'endroit où on peut accueillir les mineurs. Il fallait aller à Angers. Elle m'a conseillé d'aller à la Police mais je ne voulais pas entendre ce mot-là.

Je commençais vraiment à m'inquiéter. Et puis je pensais à nouveau à l'Italie. Parce que là-bas, j'étais à l'appartement, à l'aise. Mais j'avais décidé de quitter à cause de la langue et en France je me retrouvais dans une situation difficile. À ce moment-là, l'Italie était mieux pour moi.

La nuit est tombée. Quelqu'un est venu me dire qu'ils allaient fermer la gare, il fallait sortir. Je suis allé chercher un endroit où me poser, j'ai trouvé un coin près de la devanture de la gare, je me suis allongé par terre et posé ma tête sur mon sac. Je me sentais très seul, sans espoir.

Angers

J'ai à peine dormi mais j'ai pu au moins me reposer. Le matin, quand la gare a ouvert, j'ai demandé à une personne comment aller à Angers. Elle m'a dit qu'un train allait passer bientôt. Je suis monté dans le train, je n'avais pas de billet mais heureusement il n'y a pas eu de contrôle et je suis arrivé à Angers sans encombre.

Une fois descendu du train, j'ai recommencé à demander aux gens où aller en tant que mineur. Une personne a été très gentille avec moi, elle m'a accompagné jusqu'à l'Aide sociale à l'enfance. Une fois là-bas, ils m'ont envoyé à un autre endroit parce qu'il fallait d'abord enregistrer ma demande.

C'était une association. Ils m'ont donné à manger et ensuite m'ont fait un premier entretien. La personne m'a dit que ce n'était pas l'entretien final mais qu'ils allaient me poser quelques questions. Ensuite, ils allaient faire un deuxième entretien plus long puis envoyer tout ça au département qui déciderait ou non de la prise en charge.

Comme c'était un vendredi, à la fin de l'interview on m'a amené dans un hôtel où j'ai passé samedi et dimanche, complètement seul. Ils m'ont donné un carnet de rendez-vous où c'était marqué lundi – prise d'empreintes. Il y avait aussi un deuxième rendez-vous un mois après pour le deuxième entretien.

Lundi je suis allé à la police pour les empreintes. Je l'ai fait, ça s'est vite passé, on ne m'a pas posé de questions. Ensuite, on m'a placé dans un deuxième hôtel, en plein centre-ville. Là, c'était bien, j'étais seul dans ma chambre et je me suis fait plein d'amis. Quand on est seul, souvent, la connexion passe bien. Tu demandes d'où tu viens et c'est parti. On passait du temps ensemble, on prenait le petit-déjeuner ensemble, on mangeait ensemble. Et on était nombreux, surtout d'autres Guinéens, des Sénégalais et des Ivoiriens. Il y avait aussi des Bangladeshis, mais ils n'étaient pas nombreux.

J'ai passé un bon mois là-bas en attendant l'évaluation. On bougeait pas mal avec les amis, on prenait le bus, le métro[30], on marchait. J'avais bien maîtrisé la ville. Certains gars, qui étaient aussi logés à l'hôtel, avaient des éducatrices qui leur proposaient des activités, mais ceux qui attendaient l'évaluation, comme moi, avaient surtout du temps libre.

Entretien d'évaluation

Le temps passait. J'attendais mon évaluation, j'étais persuadé qu'ils allaient me prendre en charge. Lors du premier entretien avec l'association, ils m'ont expliqué qu'ils allaient me demander comment je vivais en Guinée, qu'est-ce qui m'avait poussé à quitter le pays et le parcours jusqu'en France. C'est comme ça que la personne m'a expliqué que ça allait se passer.

Le jour est arrivé. Le lieu de rendez-vous n'était pas loin de l'hôtel, je suis allé à pied. La personne qui m'a réceptionné – une femme – m'a demandé si je parlais le français. J'ai répondu oui. Elle m'a demandé si j'avais besoin d'un interprète. Je lui ai dit non.

[30] Aboubacar fait référence au tramway.

Ensuite, elle a commencé à me poser des questions, beaucoup de questions, certaines auxquelles je ne savais pas répondre. Je pensais que ça allait être comme le premier jour, beaucoup plus doux. Je ne m'attendais pas à ça. Ce n'était pas un entretien, c'était plutôt un examen. Pire qu'un examen.

Quel est l'âge de mon père, quel est l'âge de ma mère, quel jour de la semaine je suis né, quel jour de la semaine mon père et ma mère étaient nés. Je ne savais pas répondre, en Afrique on ne demande pas aux parents ni aux personnes adultes leur âge. C'est un manque de respect ! Puis je ne savais pas si j'étais né un lundi, un mardi ou un dimanche. Quelle importance ? Est-ce que tous les Européens connaissent ça ?

Puis elle a continué avec les questions sur les raisons pour quitter la Guinée. J'ai expliqué que je ne m'entendais pas avec le frère de mon père, que j'étais dans la violence. Elle demandait, je répondais, elle écrivait dans son ordinateur. Puis sont venues les questions sur le parcours. Je lui ai expliqué. Elle me demandait des dates. D'être précis. Elle demandait, je répondais, elle tapait sur son ordinateur. J'ai même oublié certaines parties, c'était des questions sans fin. Ça a duré une heure et demie. Je n'étais pas préparé pour ça.

Elle m'a demandé ensuite si j'avais des documents d'identité. J'avais seulement une photo de mon acte de naissance que ma grand-mère m'avait envoyée quand j'étais en Italie. Ça avait été compliqué de l'obtenir, mon père ne voulait pas que l'on me l'envoie. Je lui ai montré la photo. Elle m'a donné une adresse pour que l'on m'envoie l'original.

C'était compliqué. Puis, elle m'a fait peur à la fin : elle m'a dit que l'on avait fini l'entretien, et m'a demandé si j'avais

des mots à lui dire. J'ai dit que je n'avais pas d'autres mots à dire. Elle m'a ensuite dit qu'elle allait envoyer l'entretien à son chef et que c'était lui qui allait voir s'il peut prendre en compte ce que j'ai dit et me prendre en charge. Sinon, il va me laisser.

Refus et nouveau départ

Je venais de comprendre et ça m'a bien inquiété. Il y était question de me prendre ou de me laisser.

Après une semaine, le chef de l'hôtel m'a dit que le lendemain j'avais rendez-vous au département. Je m'y suis rendu. J'ai été reçu par le chef qui m'a dit que, d'après l'évaluation qu'ils avaient faite, ils n'étaient pas d'accord avec ce que je leur avais dit. Ils m'ont montré un papier avec leur décision et m'ont demandé de le signer. J'ai dit que je n'allais pas le faire parce que je n'étais pas d'accord. Il m'a dit que si je ne signais pas, ils ne me donnaient pas le papier et je ne pouvais pas faire de recours. Et il m'a dit de sortir.

Je suis retourné à l'hôtel parce qu'il y avait mes bagages là-bas. Le chef de l'hôtel aussi m'a informé que le département venait de l'appeler et que je ne pouvais plus dormir là-bas, je devais quitter le jour même.

J'étais dans la rue. J'ai essayé d'appeler ma grand-mère aussi pour lui expliquer la situation mais je n'arrivais pas à la joindre. La nuit est arrivée. Je me suis posé dans un endroit en centre-ville, le Ralliement[31], pas loin de l'hôtel, où il y a des bancs où on venait souvent s'asseoir avec les amis. J'ai passé la nuit là-bas.

[31] Place du Ralliement à Angers.

Le matin, un de mes amis est venu et m'a apporté des choses de l'hôtel pour manger. J'ai appelé ma grand-mère à nouveau et j'ai enfin pu l'avoir. Elle m'a dit qu'elle avait parlé avec ma tante et qu'elle était à Poitiers. Elle m'a donné son numéro, je l'ai appelée mais ça ne répondait pas. Avec le téléphone de mon ami on a localisé l'emplacement et j'ai vu que ce n'était pas loin. C'était décidé. Je partais vers Poitiers.



Poitiers

J'ai pris le train. Deux trains en réalité car j'ai dû changer quelque part mais j'avoue que je ne me souviens pas bien de l'itinéraire. Il y avait trop de choses dans ma tête. J'étais vraiment inquiet.

Une fois arrivé, j'avais le numéro de ma grand-mère écrit sur mon sac. J'ai demandé à quelqu'un si je pouvais l'appeler par WhatsApp. Ma grand-mère m'a dit qu'entre-temps elle avait eu ma tante au téléphone, qu'elle s'était disputée avec son mari et qu'elle n'était plus là.

Quoi faire ? Il fallait recommencer. Demander à nouveau aux gens si à Poitiers il y avait l'Aide sociale à l'enfance. Rapidement, une personne m'a accompagné à une association. Sur place, une dame m'a dit que ce n'était pas l'Aide sociale à l'enfance mais elle m'a gentiment fait un papier pour aller à la police.

Je suis allé à la police. Et ce sont eux qui m'ont envoyé à l'Aide sociale à l'enfance.

Je me suis présenté à l'hôtel du département, juste à côté de la préfecture. J'ai dit que je venais d'arriver, j'étais mineur et seul. Ils m'ont montré une chaise et m'ont dit d'attendre. Ensuite, ils m'ont expliqué qu'ils allaient m'héberger à l'auberge de jeunesse. Ils ont appelé quelqu'un pour venir me chercher et m'y accompagner.

Après deux ou trois jours, ils m'ont convoqué au département. Sur place, on m'a dit que l'on n'allait pas faire l'entretien. Ils allaient envoyer un message à l'auberge pour me dire le jour de l'évaluation. Ils m'ont aussi expliqué brièvement comment ça allait se passer.

Au bout de deux semaines, le chef de l'auberge m'a dit que le département avait envoyé un message et que je devais aller à la Préfecture pour aller faire les empreintes. Je les ai faites et je me suis retourné à nouveau.

J'attendais le rendez-vous mais ça prenait du temps. Je suis resté plus d'un mois à cette auberge. On était nombreux dans la même situation. Sur place, il n'y avait pas grand-chose à faire. On ne sortait quasiment pas. Des fois, on allait jouer à un terrain qui n'était pas loin avec les amis. Après, on rentrait.

Un jour, le chef de l'auberge a convoqué toutes les personnes qui étaient hébergées là-bas. Le département lui avait communiqué que le lendemain un chauffeur allait venir nous prendre et nous envoyer quelque part. On a demandé où ils nous envoyaient. Le chef ne savait pas mais il fallait bien préparer les bagages.

Châtellerault

Le chauffeur est venu et nous a emmenés dans une autre ville près de Poitiers : Châtellerault. Il nous a déposés dans une espèce d'hôtel. C'était un espace clôturé, entouré de grillages. D'un côté, l'autoroute. De l'autre côté, une grande surface. Au début, on pensait qu'on ne pouvait pas sortir, que l'on était enfermés. De toute façon, il n'y avait pas grand-chose à faire autour, pas de maisons en tout cas. Juste des voitures qui passaient un peu partout[32]. On n'avait pas, non plus, une carte de bus nous permettant d'aller en centre-ville.

[32] Il s'agit d'un Class Hôtel, à l'époque désaffecté, situé dans une zone commerciale et industrielle en périphérie nord de Châtellerault. Ce qu'Aboubacar pensait être l'autoroute, était en réalité la N10, très transitée dans cette zone. L'autoroute A10 est à environ 1 km vers l'ouest de l'autre côté de la Vienne.

Un jour, on s'ennuyait avec les amis et on s'est dit « allez, on va sortir un peu pour marcher ». Parce qu'on en avait marre de rester dans l'hôtel sans rien faire. Quelqu'un nous a renseigné comment aller au centre-ville. Il a dit qu'il fallait environ 45 minutes à pied. On a marché, on a marché. Nous avons visité le centre-ville, nous nous sommes posés un peu puis, le soir, nous nous sommes retournés.

Nous étions une trentaine au total dans ce lieu, tous en attente d'évaluation. Trois personnes par chambre, avec un lit superposé et un autre lit de l'autre côté. L'espace entre les lits était exigu. Les sanitaires et les douches étaient propres au moins.

L'hôtel était géré par trois gardiens qui venaient seulement pour nous apporter à manger. Mais il y avait beaucoup de problèmes avec eux. On ne se comprenait pas tout le temps au niveau des repas. C'était très compliqué. Déjà la nourriture était insuffisante et pas du tout variée. C'était quasiment tout le temps des pâtes, parfois du riz mais c'était rare. Et on n'avait pas le droit de prendre quoi que ce soit d'autre. Si quelqu'un prenait un petit sachet de mayonnaise pour accompagner les pâtes, ils nous disaient que l'on n'avait pas le droit de le prendre. Si quelqu'un avait toujours faim et demandait un peu plus à manger, les gars répondaient qu'il n'y avait plus de nourriture. Si quelqu'un se plaignait ou critiquait, ils s'énervaient fort.

Je suis resté un bon mois dans ce lieu mais je connais quelques amis qui ont duré là-bas entre deux et trois mois.

Nouvel entretien d'évaluation

Un jour, un des gardiens m'a dit de me préparer car le lendemain j'allais faire mon entretien. On m'a amené en voiture à Poitiers.

Au département, deux femmes, assises en face de moi, m'attendaient. Il y avait aussi un 'intermédiaire', un Africain qui me parlait en soussou, ma langue maternelle, et qui allait rester assis à côté de moi.



Les deux femmes m'ont dit que l'on allait faire l'entretien de ma minorité et qu'une fois terminé, elles allaient envoyer le résultat au juge des enfants, qui déciderait de ma prise en charge en tant que mineur.

L'entretien a commencé. C'était à peu près comme à Angers. On m'a posé beaucoup de questions et certaines dont je ne connaissais pas la réponse : l'âge de mon père, l'âge de ma mère, le jour où ils étaient nés…



La différence principale était qu'il y avait trois personnes et moi j'étais tout seul, puis que l'intermédiaire s'adressait à moi en traduisant les questions des femmes en soussou. Je répondais donc en soussou puis il transmettait mes réponses en français aux deux dames.

Parfois il transformait mes réponses mais je n'ai pas osé me plaindre. Pourtant, lors de mon premier passage à Poitiers on m'avait demandé si je voulais avoir un interprète et j'avais bien répondu que je n'avais pas besoin !

J'avoue que j'étais un peu paniqué ce jour-là, j'avais déjà eu l'expérience mais cette fois c'était encore pire. J'ai bien dit aux dames que j'avais déjà fait un entretien même si je ne savais pas si ça allait me porter préjudice ou non ; de toute façon, elles le savaient déjà car j'ai vu sur leur bureau qu'elles avaient le papier d'Angers que j'avais refusé de signer. En plus, mon acte de naissance original se retardait, je n'avais que la photographie sur mon portable que j'ai pu leur montrer. J'avais vraiment peur. Si on ne me prenait pas je ne savais pas ce que j'allais faire, je ne connaissais personne à Poitiers.

L'entretien était terminé. Les deux dames m'ont dit à nouveau qu'elles allaient envoyer le résultat au juge des enfants et que ce serait lui qui allait prendre une décision. Je suis sorti. Le chauffeur m'attendait et on s'est retournés à Châtellerault.

Au bout d'une semaine, le chef de l'hôtel m'a dit que le département lui avait envoyé un message. Je devais prendre tous mes bagages et aller au département le lendemain matin. Le résultat était sorti.

Je me suis rendu au département. Le chef m'a expliqué qu'ils avaient envoyé l'entretien au juge des enfants et, malheureusement pour moi, il ne m'avait pas confirmé comme mineur. Ils m'ont proposé un papier que je devais signer si je voulais faire recours. Cette fois-ci j'ai accepté de le faire.

Ensuite, ils m'ont dit que je n'avais plus le droit d'aller à l'hôtel mais que je pouvais choisir une autre ville où je voudrais aller et qu'ils allaient me payer le billet. Entre-temps ma grand-mère m'avait informé que ma tante était partie en Allemagne, donc j'ai demandé un billet pour cette destination. Ils ont

répondu que ce n'était pas possible, mais qu'ils pouvaient me payer un billet à Strasbourg, proche de la frontière, puis ensuite c'était à moi de me débrouiller pour y aller.

J'ai hésité mais finalement j'ai dit non, ça me semblait compliqué. Je suis resté assis sans rien dire, je cogitais. Ils ont insisté pour que je décide rapidement vers quelle ville je voulais aller. Finalement j'ai demandé un billet pour aller à Paris et voir comment ça se passait là-bas.

Ils m'ont donné mon billet. Je ne me souviens plus de l'heure exacte, seulement qu'il restait à peine deux heures pour que le train bouge.

J'ai quitté le département puis je me suis dirigé avec mon sac vers la gare. Mon cerveau bouillonnait. Je ne comprenais rien de ce qui était en train de se passer. J'avais seulement 16 ans et on me délaissait avec un simple billet de train pour aller à Paris, une ville dont je ne connaissais rien ni personne. Je réfléchissais.

C'était le jeudi 2 novembre 2023. Les deux heures se sont écoulées et le train est parti… sans moi.

Ce jour-là, j'ai dormi à la gare.





Le matin au réveil, j'avais faim. J'avais des amis qui étaient toujours à l'auberge, donc je me suis décidé à aller là-bas pour manger. Le chef m'a vu. Il m'a dit que le département lui avait envoyé un message : dorénavant je n'avais plus le droit d'y aller. Donc après manger, il fallait que je parte et il ne voulait plus me voir là-bas.

Je suis retourné en centre-ville. Je me suis assis sur un banc, je ne savais plus quoi faire. Je n'avais plus d'espoir.

La gare est devenue mon nouveau dortoir. Je suis resté vendredi, samedi, dimanche. Lundi, à 6h du matin, je suis monté dans un TGV direction Paris.

Paris

Je n'avais pas de billet mais je ne me suis pas fait contrôler. Arrivé à la gare Montparnasse, j'ai commencé à chercher s'il y avait une association qui s'occupait des mineurs. Je demandais mais je n'avais pas de réponse. À Paris, les gens sont pressés quand ils marchent.

J'avais très faim. Quelqu'un m'a accompagné jusqu'à l'hôtel de ville où il y avait des associations qui donnaient du manger aux gens. J'ai bien mangé et je suis même resté dormir sur place. Là-bas, il y avait beaucoup de Noirs comme moi, je leur ai demandé s'ils pouvaient m'aider et quelqu'un m'a prêté des draps car il faisait très froid à Paris. Cette même personne m'a indiqué que je pouvais aller à Tolbiac le lendemain, peut-être là-bas ils pourraient m'aider. Il était en recours de minorité lui-même.

Je suis allé et je me suis présenté à la personne qui m'a accueilli. Je lui ai expliqué ce qui s'était passé à Poitiers et que je voulais faire ma demande à Paris. On m'a dit que je n'avais pas le droit de faire une nouvelle demande et qu'il fallait que je me retourne à Poitiers pour faire mon recours. C'était la meilleure solution, elle m'a dit. Si je faisais une nouvelle demande à Paris, ils allaient savoir que j'étais passé par Poitiers et ça allait être un nouveau refus. Au moins cette personne a été très claire avec moi !

Je suis retourné à la gare Montparnasse pour essayer de prendre un train pour Poitiers. Je n'avais pas d'argent, il fallait tenter de frauder. Mais la gare était complètement sécurisée. À chaque accès aux quais, il y avait des contrôleurs, pas pareil qu'à Poitiers.

J'essayais à chaque train mais je n'y arrivais pas. Je suis resté une semaine, bloqué comme ça. Je n'en pouvais plus. La nuit j'allais manger et dormir à l'hôtel de ville. La journée j'essayais de me glisser sur un train direction Poitiers, mais à chaque fois il y avait des contrôleurs et je me faisais repousser.

Je n'avais pas de solution. À ce moment-là, j'ai vraiment regretté d'avoir quitté chez moi. En Guinée, je vivais dans la souffrance et la maltraitance mais je n'étais pas dans la rue. J'avais un toit et un lit où dormir chaque nuit.

Les associations de l'hôtel de ville m'avaient donné un drap pour avoir moins froid. Chaque nuit il fallait se débrouiller pour trouver un endroit calme où se poser et essayer de dormir. Le matin on nous donnait à nouveau à manger. Je me suis retrouvé dans une sorte de vie que je n'avais jamais imaginée. La seule question qui revenait tout le temps dans ma tête était : pourquoi j'ai quitté chez moi ?



Je faisais le tour des soupes populaires : hôtel de ville matin et soir, Château Rouge le midi. Je continuais à essayer de me renseigner sur une autre voie pour aller à Poitiers. Un gars m'a dit que je pouvais essayer la gare de Bercy, il y avait moins de contrôles là-bas.

Lundi soir, pile une semaine après mon arrivée, je me suis rendu à Bercy. Il n'y avait pas de train direct pour Poitiers, mais il y en avait un qui partait à 22h pour Tours.

J'ai pris le train. Arrivé à Tours en pleine nuit, il fallait attendre le lendemain pour aller à Poitiers. J'ai dormi dans un coin de la devanture de la gare.

À nouveau de l'espoir

Le matin, tôt, il y avait un train pour Poitiers. Une fois arrivé, j'ai appelé mon ami qui était à l'auberge. Je lui ai dit que j'étais encore à Poitiers, s'il pouvait m'aider à manger. Il m'a dit d'attendre jusqu'en début d'après-midi, moment où le chef rentrait chez lui. Je suis allé, j'ai bien mangé, j'ai quitté. C'est à ce moment que mon ami m'a donné une information qui allait tout changer : à Poitiers il y avait des associations qui aidaient les jeunes dans ma situation. Il m'a dit d'aller d'abord à la Maison des Trois Quartiers, car ils pouvaient trouver une solution pour moi.

À la M3Q, c'est comme ça que les jeunes l'appellent, j'ai rencontré la personne qui s'occupe des jeunes comme moi. Elle m'a expliqué comment allait se passer le recours devant le juge des enfants et qu'ils allaient m'aider mais elle m'a prévenu que ça allait être un peu long.

Elle m'a dit aussi qu'ils allaient pouvoir m'inscrire à l'école. Mais comme on était au mois de novembre, les inscriptions étaient finies et il allait falloir attendre la rentrée prochaine.

Au niveau de l'hébergement, la M3Q ne s'en occupait pas. Mais elle allait appeler une autre association, Min' de Rien, et peut-être qu'ils auraient une solution pour moi.

Tout ça me donnait à nouveau plein d'espoir. Je suis allé à Min' de Rien. Ils m'ont très bien accueilli. Ils gèrent un réseau de familles bénévoles qui accueillent les jeunes comme moi chez elles. Au moment où j'arrivais, il n'y avait pas de places disponibles, mais ils allaient chercher pour moi. Entre-temps, ils m'ont payé quelques nuits à l'auberge et je devais aussi appeler régulièrement le 115 pour voir s'ils pouvaient me prendre.

J'ai passé quelques semaines dans cette situation. Auberge, 115, même quand il n'y avait plus du tout d'autres solutions, j'ai dû refaire la gare. Au mois de décembre, la responsable de Min' de Rien m'a appelé pour me dire qu'elle avait trouvé une famille pour moi à Lessac, en Charente.

La famille m'a très bien accueilli, ils étaient très gentils avec moi. Le seul problème, c'était très loin de Poitiers. Il n'y avait pas de possibilités de transport en commun. Je ne pouvais pas faire grand-chose là-bas, à part être dans la maison et aller me promener en forêt. Je ne pouvais pas rester.

J'ai expliqué cela aux gens de Min' de Rien. Ils m'ont aussi parlé d'Annie qui habitait tout près de Poitiers. Elle accueillait déjà un autre jeune, mais lui y était seulement le week-end, car en semaine il restait à l'internat pour ses études. Je pouvais donc utiliser la chambre en semaine puis pour les week-ends Annie était prête à me faire une place dans le canapé.

J'avais déjà passé quelques nuits chez Annie avant Lessac et je m'étais senti très bien chez elle. La maison n'était pas à Poitiers mais il y avait le bus pour y aller. J'ai eu le pressentiment que ça allait être la bonne solution qui allait me permettre de repartir dans la bonne voie.

Une nouvelle vie commence…

Je me suis définitivement installé chez Annie en janvier 2024. Au moment d'écrire ces lignes, je passe toujours les week-ends chez-elle. Elle est devenue comme une deuxième maman pour moi. On s'aime, on s'entraide, on est comme une vraie petite famille.

Un avocat m'a aidé à préparer mon recours devant le juge des enfants, et ça a marché cette fois-ci. J'ai été confirmé mineur en octobre 2024 ! Mes papiers originaux sont arrivés et ont été légalisés. J'ai même obtenu un passeport qui confirme mon âge et mon identité. Pourtant le département n'était pas content : ils ont fait recours devant la Cour d'appel, ça n'a pas marché comme ils voulaient et ensuite ils ont même fait un pourvoi en cassation. Je ne sais pas bien ce que c'est mais l'avocat qui est très gentil m'a dit de ne pas m'inquiéter.

En septembre 2024 j'ai été scolarisé au lycée Isaac de l'Étoile. J'ai décidé de faire un bac pro en mécanique. Ce n'était pas mon premier choix mais finalement j'ai appris à bien aimer ce métier qui est important et utile. Actuellement, je suis en apprentissage dans un garage d'une marque de voitures importante. J'apprends beaucoup. J'ai fait une demande de titre de séjour à la fin du printemps 2025 et quasiment un an après je suis toujours en attente de réponse. On me donne à chaque fois un récépissé valable trois mois qu'il faut renouveler. Je ne comprends pas très bien la logique mais j'espère que je vais l'avoir enfin un jour ![33]

En même temps je fais plein d'autres choses. Un de mes rêves serait de devenir un grand conférencier un jour. J'ai fait déjà quelques expériences de parler en public, y compris au laboratoire Migrinter de l'Université de Poitiers, où on m'a invité à partager mon expérience. Je crois que je me débrouille plutôt pas mal. Je suis très intéressé aussi par les questions de développement personnel. J'aimerais devenir un jour un 'coach' dans ce métier. Je voudrais aussi bien apprendre l'anglais. Quand ma situation sera stabilisée, j'aimerais partir un an en Australie pour apprendre la langue et connaître un autre pays.

[33] Aboubacar a enfin reçu un titre de séjour peu après l'écriture de ces pages.

Ma famille me manque beaucoup. J'aimerais revoir mes frères et sœurs et surtout ma grand-mère maternelle que j'aime tant. Si j'arrive à avoir mes papiers je ferai tout pour aller leur rendre visite. À l'avenir j'aimerais vivre un peu entre la France et la Guinée. Peut-être essayer de transmettre ce que j'ai appris ici pour aider au développement du pays.

Aboubacar Bangoura
Mai 2026

pourquoi j'ai écrit ce Livre ?

De nombreuses raisons m'ont conduite à écrire ce livre, à commencer par ma propre liberté. Car je n'étais pas du tout libre dans ma tête, enfermée par de mauvais rêves.

La seconde raison est de dénoncer les souffrances et les violences que certains enfants, comme moi, ont vécues, et de rappeler à chaque parent que l'enfant est le plus beau cadeau que Dieu puisse offrir à une personne.

Ce livre a aussi pour but de montre la réalité de la migration, sans détour, et de dénoncer tout autant les aspects négatifs de l'administration.

Enfin, rendre hommage à toutes ces belles âmes que l'Humanité a perdues sur cette route migratoire, afin que leur mémoire ne soit jamais oubliée.

Aboubacar

L'impact de l'application des cadres normatifs de gestion des migrations : attente, violences et précarisation

Le 2 octobre 1997, les quinze états membres de l'Union européenne (UE) signaient le traité d'Amsterdam, norme qui allait établir un tournant décisif dans la gestion politique et législative des mouvements de population vers l'espace Schengen récemment créé (26 mars 1995). La création de cet espace - nommé dans l'article 3 du traité comme un espace de liberté, de sécurité et de justice - va impliquer la considération progressive de la gestion migratoire comme faisant partie des compétences législatives communautaires. Avant cette date, chaque état appliquait indépendamment ses propres normes concernant l'entrée, le séjour et le statut juridique des personnes étrangères sur son territoire, y compris les procédures pour accorder le statut de réfugié de la convention de Genève de 1951. Certains états prévoyaient même l'attribution souveraine d'une forme d'asile non conventionnée, que l'on nommait l'asile territorial en France (Mazzela, 2005).

Un point particulièrement marquant des implications de cette tournure législative est constitué par l'attribution de visas permettant une entrée dite 'régulière' sur chaque territoire. Avant la communautarisation du droit des migrations, chaque état définissait sa propre politique d'admission des personnes étrangères souhaitant venir sur son territoire. Les conditions d'obtention étaient bien plus souples qu'actuellement, notamment pour les visas de courte durée, ce qui permettait aux personnes concernées de pouvoir se déplacer de façon sécurisée. Avec la mise en œuvre en avril 2010 du règlement (CE) n° 810/2009 établissant un code communautaire des visas, les conditions se sont harmonisées sur le territoire de l'UE mais surtout fortement resserrées. Qui plus est, la gestion dans les pays d'origine est souvent déléguée par de nombreuses autorités consulaires à des entreprises privées, ce qui introduit une forte opacité dans les procédures, conduisant en pratique à un progressif verrouillage des voies de migration dite 'régulière' (Beaudu, 2007 ; Dupont, 2019 ; Infantino, 2017 et 2023).

Le récit d'Aboubacar Bangoura est particulièrement riche pour illustrer l'impact de ces politiques de l'Union européenne et leur déclinaison législative sur le terrain. Parti de Conakry à l'âge de 15 ans pour fuir une situation de maltraitance et de désaffiliation familiale (Bonnet & Delanoé, 2023 ; Reach & Unicef, 2017), sa première véritable expérience du 'business' de la frontière (Kohl, 2013) se produit au nord du Mali au moment de traverser vers l'Algérie. Le récit de son voyage, assez fluide jusqu'à ce point, révèle alors les premières véritables manifestations de la perception du danger liée aux routes illégalisées des migrations. Les différentes étapes de son parcours une fois en Algérie vont se caractériser par deux éléments qui vont les conditionner. D'abord, l'attente. Soit une attente nécessaire pour organiser les prochaines étapes du voyage ; soit une attente imposée par les différents facteurs qui vont déterminer la progression, par exemple « car la route de la Tunisie ne passait pas en ce moment » (p.28). Ensuite, l'omniprésence de la violence. Violence utilisée et appliquée à la fois par les acteurs étatiques (police à Adrar), par la société civile (lors du premier passage de la frontière Algérie-Tunisie), ainsi que par certains intermédiaires (Clochard et al., 2023) qui interviennent lors des trajets (premier conducteur du pick-up au désert entre Tombouctou et In-Afarak ; conducteur de taxi qui abandonne le groupe au milieu du désert sur la route entre Adrar et Ghardaïa et qui va provoquer l'épisode dramatique avec Zeinab et Abdoul) mais aussi durant certaines étapes de repos (dans le foyer à Tébessa où les 'gérants' menacent de racketter Aboubacar et ses camarades).

L'étape de Sfax, préalable à la traversée, mérite une attention particulière. Si pour Aboubacar elle constitue une escale plutôt calme (« Je me sentais bien à Sfax, j'étais bien avec les amis, je vivais dans l'harmonie », p. 41), la situation pour les personnes migrantes s'est fortement dégradée quelques jours à peine après son départ vers l'Italie fin juin 2023. À la suite d'un fait divers, une vague de violence s'est déclenchée début juillet de la même année, provoquant la fuite de nombreuses personnes migrantes de la ville. Progressivement, elles commencent à s'installer dans les champs d'oliviers à la périphérie nord de Sfax : plusieurs

campements informels dans des conditions de vie inhumaines vont regrouper plusieurs milliers de personnes, hommes, femmes et enfants, sans accès à l'eau potable, exposées aux intempéries, aux rafles de police, et à nouveau à la violence. Mohamed Koné a documenté la vie dans ce territoire de non-droit, nommé les 'zeitounes', dans son film « Ce n'est pas facile » (2025).

Une fois en territoire européen, les premières étapes italiennes sont marquées par les mêmes éléments qui caractérisaient le périple africain : un parcours marqué par le confinement, les transferts imposés, l'attente contrainte et l'absence d'information adaptée sur les procédures de protection dont devraient bénéficier les personnes mineures et/ou demandeuses de protection internationale qui arrivent en Europe. La semaine passée au port d'Augusta en Sicile, dans une situation qui fait fortement penser à une privation de liberté, est particulièrement significative de la violence exercée par les autorités chargées d'appliquer le cadre normatif des migrations. Aboubacar se rend compte très tôt que l'Europe n'était pas le territoire accueillant qu'il imaginait : « Quand j'ai vu la manière dont on a été traités dans le 'campo', j'étais complètement découragé. Je ne m'attendais pas du tout à ça. Je ne comprenais rien et une seule question taraudait ma tête : est-ce que je suis vraiment en Europe ? » (p. 57 et p. 60).

Dans le cadre dérogatoire au principe de libre circulation que la France applique depuis une bonne dizaine d'années, en réalisant des contrôles systématiques aux frontières intérieures de l'espace Schengen (Déaux, 2026 ; Velay, 2026), Aboubacar expérimente à nouveau le danger et la violence de ces espaces frontaliers pour pouvoir arriver à Briançon. Ce sont les bénévoles des « Terrasses solidaires », association garante de l'hébergement d'urgence des exilés dans cette ville, qui vont pour la première fois l'informer de la possibilité de demander une protection en tant que personne mineure privée de l'assistance morale et matérielle de ses parents (article 20 de la Convention internationale des droits de l'enfant) et, de ce fait, en situation de danger (article 375 du Code civil). Aboubacar va commencer alors un nouveau périple, administratif cette fois-ci, mais non moins éprouvant et

potentiellement dangereux dans ses conséquences : celui de l'évaluation pour pouvoir bénéficier d'une prise en charge en tant que mineur non accompagné.

Un bon nombre d'auteurs et d'auteures (Carayon, Mattiussi et Vuattoux, 2018 ; Paté, 2018 ; Bailleul et Senovilla, 2016 ; Senovilla, coord., 2019) ont mis en exergue les dysfonctionnements et le manque de cohérence juridique d'une procédure qui est appliquée dans une logique de gestion des flux et de contrôle budgétaire des services sociaux départementaux - responsables de la protection de l'enfance - mais qui provoque des conséquences délétères en engendrant davantage de vulnérabilité dans les vies des jeunes hommes et femmes qui sollicitent cette protection. Les paroles d'Aboubacar à cet égard sont particulièrement précises dans leur description des conditions précarisantes de l'accueil provisoire d'urgence (aussi nommé mise à l'abri) dans un hôtel miteux et excentré de la périphérie de Châtellerault, coupé de toute assistance et accompagnement, 'parqué' à l'écart des regards, en attente, encore une fois, de la première phase de l'évaluation : l'entretien social.

La description de cet entretien (en réalité, Aboubacar a fait deux entretiens dans deux départements différents) est particulièrement révélatrice des pratiques de maltraitance institutionnelle que les responsables départementaux appliquent depuis de nombreuses années à cette population (Senovilla, coord., 2019) : présence d'un interprète qui déforme les propos du présumé mineur ; questions pièges sur des éléments qui n'ont aucun rapport avec l'objet de l'évaluation dans le seul but de contester la crédibilité du récit ; proposition financée de partir vers un autre département hors de tout cadre réglementé et qui exclut de facto la possibilité pour le jeune de faire recours contre la décision de refus de prise en charge ; fausse information sur l'autorité décisionnaire de l'évaluation qui, à ce stade administratif, est le département lui-même et non le juge des enfants. En réalité, ce sera précisément le juge des enfants qui reconnaîtra la minorité d'Aboubacar plusieurs mois plus tard et le département fera appel contre cette décision. À la suite du rejet de ce recours par la cour d'appel, sur

l'argument qu'Aboubacar était déjà majeur, et malgré le fait qu'il n'ait pas reçu l'aide que la loi accorde aux jeunes majeurs, le département déposera un pourvoi en cassation, s'acharnant sur le sort d'un jeune qui construit sa nouvelle vie avec beaucoup d'enthousiasme, de sagesse et de persévérance.

Drôle de monde où une institution publique chargée de la protection sociale de l'enfance et de la jeunesse préfère investir ses ressources auprès d'un cabinet d'avocats pour contester les décisions de justice favorables aux jeunes qu'elle a refusé de protéger.

Références

Bailleul, Corentin ; Senovilla, Daniel (2016), Dans l'intérêt supérieur de qui ? Enquête sur l'interprétation et l'application de l'article 3 de la Convention internationale des droits de l'enfant dans les mesures prises à l'égard des mineurs isolés étrangers en France, Poitiers : Laboratoire Migrinter.

Beaudu, Gérard (2007), L'externalisation dans le domaine des visas Schengen, in Cultures & Conflits, 68 | 2007, p. 85-109.

Bonnet, Doris et Delanoë, Daniel (2023), Pourquoi les jeunes d'Afrique subsaharienne partent-ils ?, in S. Gaultier, A. Yahyaoui et P. Benghozi, Mineurs non accompagnés : Repères pour une clinique psychosociale transculturelle, Éd. In Press, p. 101-108.

Carayon, Lisa, Mattiussi, Julie et Vuattoux, Arthur (2018), « Soyez cohérent, jeune homme ! » : Enjeux et non-dits de l'évaluation de la minorité chez les jeunes étrangers isolés à Paris, Revue française de science politique, vol. 68, p. 31-52.

Clochard, Olivier, Dahdah, Assaf et Mary, Kevin (2023), Éditorial : Mieux rendre compte des figures des intermédiaires, in Revue européenne des migrations internationales, Dossier Les intermédiaires de la migration, vol. 39 (4), p. 7-13.

Déaux, Lydie (2026), Prendre position 'entre'. L'encadrement des intermédiaires de la Côte Basque sur la migration juvénile à l'épreuve des frontières, Thèse pour obtenir le grade de Docteure en Sociologie, Université de Poitiers, 545 p.

Dupont, Juliette (2019), Entre sécurité et rentabilité : Cadrages et recadrages de la politique de visa Schengen (1995 – 2015), in Politique européenne, vol. 65 (3), p. 122-147.

Infantino, Federica (2017), La mise en marché de la frontière, un produit d'État. Compagnies privées et mise en œuvre de la politique du visa Schengen, in 'Gouvernement et action publique', vol. 6 (4), p. 51-73.

Infantino, Federica (2023), The interdependency of border bureaucracies and mobility intermediaries: a street-level view of migration infrastructuring, Comparative Migration Studies, vol. 11, article 1 (2023).

Kohl, Ines (2013), Afrod, le business touareg avec la frontière : nouvelles conditions et nouveaux défis, in Politique africaine, vol. 132(4), p. 139-159.

Koné, Mohamed (2025), Ce n'est pas facile, Film témoignage, Observatoire de la Migration de Mineurs. Disponible en ligne : https://o-m-m.org/index.php/2025/10/02/film-ce-nest-pas-facile-de-mohamed-kone/

Mazzella, Sylvie (2005), Vie et mort du droit d'asile territorial, in Sociétés contemporaines, vol. 57(1), p. 105-120.

Paté, Noémie (2018), L'accès - ou le non accès – à la protection des mineur.e.s isolé.e.s en situation de migration, Thèse pour l'obtention du grade de docteure en sociologie, Paris Nanterre, 17 décembre 2018.

REACH & UNICEF (2017), Children on the move in Italy and Greece, juin 2017, 70 p.

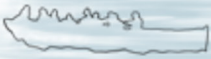
Senovilla Hernández, Daniel, Coord. (2019), L'attente subie par les mineurs non accompagnés dans le département de la Vienne : raisons et réponses, Résultats 2017-2019 du projet REMIV, Poitiers, Migrinter.

Velay, Daphné (2026), Géographies juridiques du policing de la frontière franco-italienne dans les Hautes-Alpes, un dispositif sous tensions, Thèse pour l'obtention du grade de Docteure en géographie, Université de Poitiers.

Carte réalisée par Céline Bergeon

4240 km

Distance parcourue en Europe



"Le moteur a démarré. On est tous montés,
et nous sommes partis. On était 34 personnes
sur un bateau en fer soudé"



"C'était très risqué.
On pouvait se prendre un gros caillou ou le tronc d'un arbre
et se blesser au milieu de nulle part. J'ai eu vraiment peur.
Je me suis même demandé pourquoi j'avais quitté l'Italie"

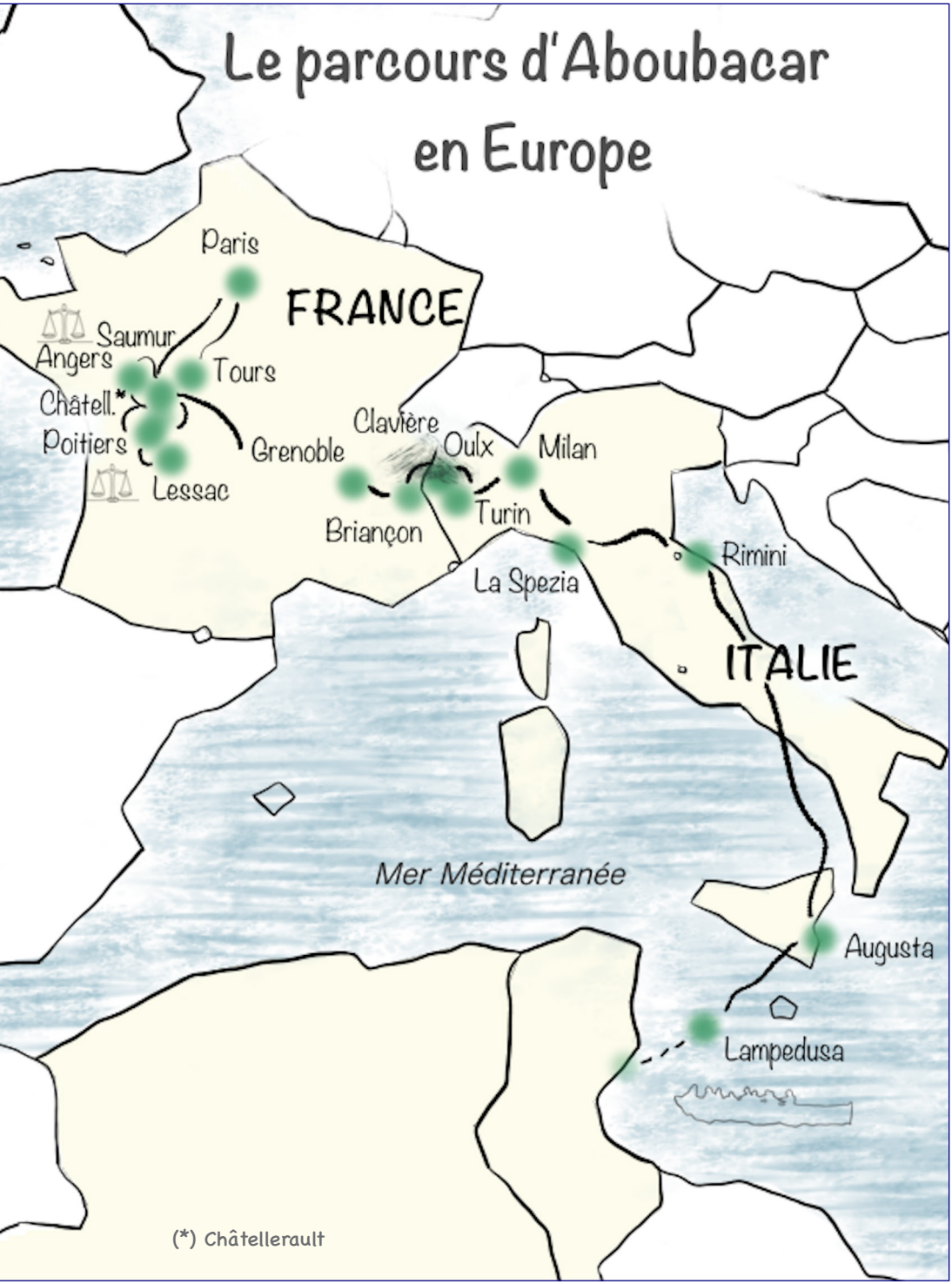
Océan Atlantique



"Elle a commencé à me poser des questions
auxquelles je ne savais pas répondre.
Je ne m'attendais pas à ça.
Pire qu'un examen"

"J'avoue que j'étais un peu paniqué ce jour-là,
j'avais déjà eu l'expérience, mais cette fois
c'était encore pire"




Le parcours d'Aboubacar en Europe
Paris
FRANCE
Saumur
Angers
Tours
Châtell.*
Poitiers
Lessac
Grenoble
Clavière
Oulx
Milan
Turin
Briançon
La Spezia
Rimini
ITALIE
Mer Méditerranée
Augusta
Lampedusa
(*) Châtellerault

L'association Min' de Rien : un accueil inconditionnel des jeunes personnes venues d'ailleurs

Le récit d'Aboubacar est à la fois unique et exemplaire. L'histoire d'un jeune migrant qui, après avoir affronté tous les dangers du voyage, se retrouve à son arrivée en France confronté aux tracasseries et aux absurdités d'une administration répressive. Pour soutenir tous ces jeunes qui souhaitent apprendre, travailler, s'intégrer, se sont créées partout en France des associations.

Min' de Rien est une association qui apporte du soutien depuis 2016 aux mineurs et jeunes majeurs confrontés à des difficultés en raison de leur statut d'étranger. Elle a été fondée par deux doctorantes qui, dans le cadre d'études au laboratoire Migrinter de l'Université de Poitiers, ont côtoyé des jeunes pris en charge par l'Aide sociale à l'Enfance ou exclus de ce dispositif de protection.

Il s'agit pour nous de les aider à obtenir des réponses à leurs problèmes et à leurs difficultés, en les écoutant et en les accompagnant auprès des institutions et associations, notamment pour l'accès au logement, à la sécurité, à l'éducation, à la santé, aux loisirs.

Redonner le sourire à des jeunes tels qu'Aboubacar, leur permettre de se poser en sécurité, et d'avancer dans leur vie nous a paru possible avec un peu d'organisation. Nos réussites nous ont donné confiance en notre capacité d'agir. Dix ans plus tard, nous sommes toujours dans la même posture, indignés par la maltraitance faite à ces enfants par les institutions d'une France qui aurait les moyens de mieux faire, et ravis de toutes les belles rencontres que notre action occasionne.

L'année où Aboubacar est arrivé nous avons abrité 35 jeunes, dont certains étaient en France depuis plusieurs années. Nos adhérent·es sont des personnes d'âges variés, étudiant.es, salarié.es, retraité.es, au chômage, intermittent.es du spectacle, qui

vivent seul.es, entre ami.es, en couples hétéro ou homosexuels, en colocation, en familles bi ou monoparentales, recomposées... Des personnes humanistes, avec ou sans convictions politiques, philosophiques ou religieuses. Des personnes qui accueillent dans leur maison, leur appartement, leur colocation, parfois dans une maison encore partiellement en travaux, une résidence secondaire, ou dans un logement vide le temps des vacances où il faudrait arroser les plantes.

Une vingtaine de bénévoles s'organise pour tenir des permanences, trouver ces lieux d'hébergement, préparer la mise en relation et s'affaire pour que tout se passe bien.

Accueillir chez soi un jeune étranger qui a connu un parcours migratoire difficile, succédant à un début de vie souvent douloureux, c'est partager une aventure. Le jeune est informé de ses droits et de l'attitude attendue, la famille aussi. Personne ne sait si cet enfant va réussir à se former et trouver les moyens de devenir financièrement autonome en France. Personne ne sait ce que va donner le poids des traumatismes vécus, par quelles étapes passera sa construction en tant qu'adulte. Personne ne sait ce que produira le choc de cette rencontre dans le foyer accueillant. Nous savons protéger de l'oppression, mais pas de l'attachement. Nous ne pouvons que constater que dans la grande majorité des cas cet accueil est une belle expérience, et rester vigilant·es.

La plupart des jeunes accueillis sont des garçons de plus de 15 ans, venus de Guinée, de Côte d'Ivoire, du Cameroun ou du Mali. Comme l'a constaté Aboubacar, le voyage des filles est plus périlleux. Ils sont venus jusqu'en France essentiellement parce qu'ils parlaient français, et avaient l'image d'un pays riche, où on considère les droits humains et les droits de l'enfant. Ils ont marché et risqué leur vie parce qu'ils n'avaient pas les moyens d'acquérir ce visa par lequel un pays riche protège ses biens. Leur richesse à eux, c'est la vitalité de leur jeunesse, la force qui les a fait tenir, l'envie de vivre qui les rend résilients, patients, énergiques,

l'expérience de l'adversité qui a renforcé leur courage.

L'interrogatoire – bien décrit par Aboubacar – auquel ils sont soumis pour avoir accès à la protection prévue par la législation française et la convention internationale des droits de l'enfant pourrait les dégoûter, les rendre amers. Le système qui aboutit à ce que des travailleurs sociaux de l'aide sociale à l'enfance les remettent à la rue suite à cet interrogatoire, avec un billet de train pour changer de territoire plutôt qu'en leur donnant une liste d'associations pouvant les aider, pourrait faire penser à de la maltraitance organisée. Nous dénonçons ce système, qui occasionne de la souffrance d'abord chez les enfants concernés, mais aussi chez les personnes qui les entourent (professeurs, soignants, par exemple) et chez les travailleurs sociaux qui contribuent à ce gâchis malgré eux.

En 2025, 10 autres des mineurs étrangers isolés que nous avons abrités ont été confiés à l'ASE suite au recours intenté à l'aide d'un avocat et après avoir fait acheminer des papiers d'identité. Mais il a fallu continuer à les soutenir, car ce placement dérangeait. Nous avons signalé par toutes les voies à notre disposition qu'il est inadmissible de menacer et déstabiliser des jeunes qui ont droit à la sécurité, à l'éducation, à la formation.

Pendant ce temps, les centaines de personnes arrivées ces dernières années dans les mêmes conditions qu'Aboubacar et que nous avons eu la chance de rencontrer s'intègrent dans des systèmes de formation et d'insertion qui permettent de répondre aux besoins d'emploi du territoire, prennent soin avec talent des enfants, des malades et des personnes âgées, maintiennent la propreté, construisent, désamiantent, cuisinent, réparent, passant d'un métier à l'autre s'il le faut... Et ceci bien que l'État français continue à les harceler, rendant toute demande de renouvellement du titre de séjour périlleuse.

Des milliers d'autres personnes arrivées avec un visa d'étudiant·e et espérant terminer ici leurs études, et peut-être travailler et

vivre en famille dans ce pays vieillissant, sont à leur tour soumises à une baisse des aides pour se loger et une hausse des tarifs pour étudier, en plus des tracasseries administratives.

Quel gâchis.

Nous pensons que la diversité est une richesse, que l'esprit de solidarité et la justice sociale sont bénéfiques à toute société. Nous croyons en la possibilité de créer des liens pour humaniser le quotidien de personnes momentanément vulnérables, qu'elles soient françaises ou étrangères.

C'est même à notre avis la seule voie possible pour continuer à vivre heureux sur cette planète où l'avenir de l'humanité est incertain.

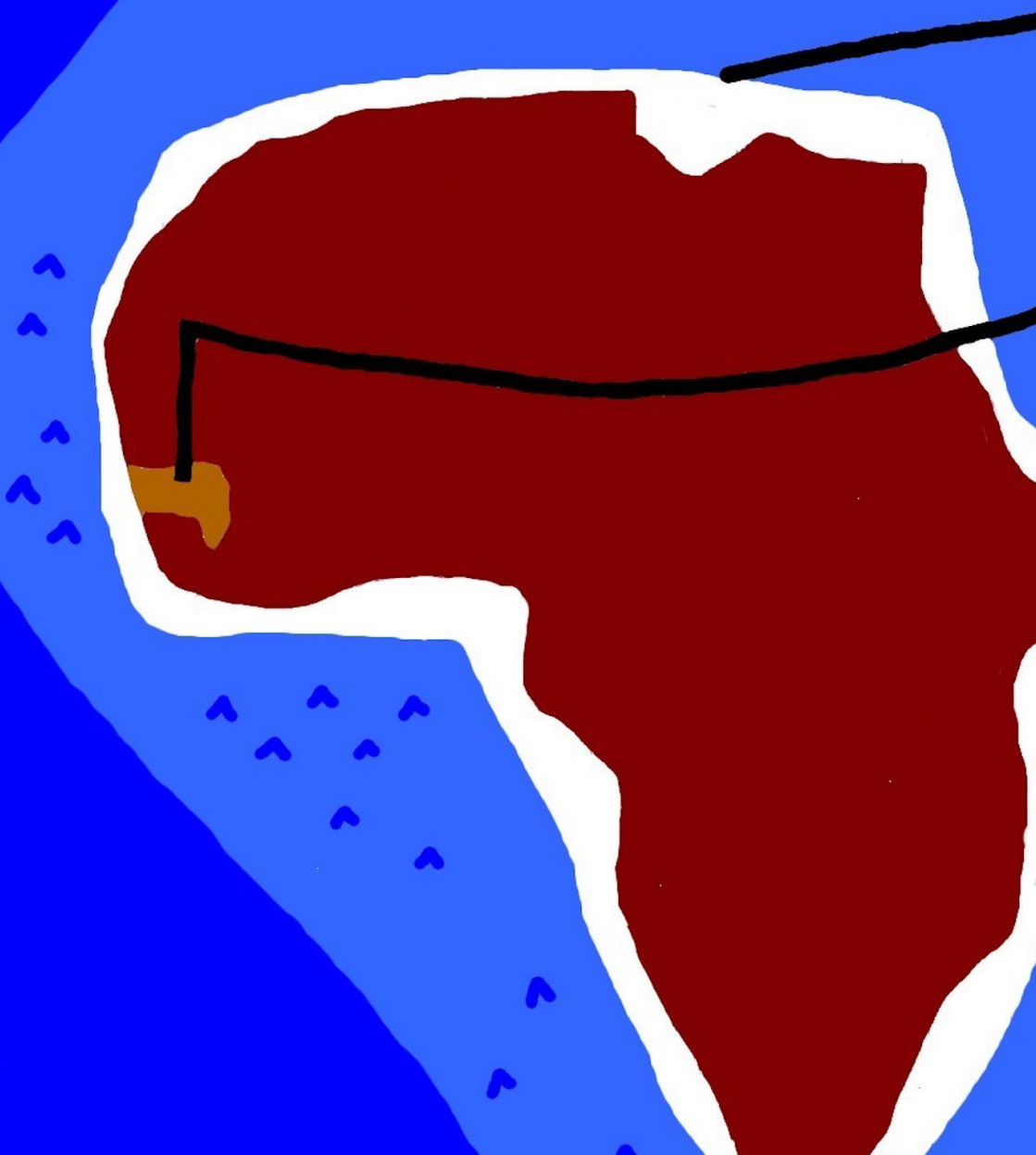
Remerciements

Je commence par remercier le bon Dieu pour la vie et la chance d'être parmi vous

Ma grand-mère pour l'amour et son rôle de protectrice de la vie

La Maison des Trois Quartiers pour leur soutien et accompagnement

Min' de Rien, qui m'ont logé, nourri et, surtout, facilité mon intégration





Annie Coulin, je ne peux pas finir de te remercier car tu m'as sauvé la vie. Avec toi je n'ai jamais senti l'absence d'une mère. Merci infiniment

À ma famille et à toutes les familles qui m'ont accueilli en France, dans les moments où j'avais besoin de repères, vous m'avez offert bien plus qu'un toit. Vous m'avez offert une présence, une affection et le sentiment d'avoir ma place quelque part. Une partie de ce que je suis aujourd'hui porte votre empreinte. Merci d'avoir été là. Merci de m'avoir permis de me sentir chez moi

Céline et Daniel, je sais bien que les mots ne suffisent pas pour vous dire merci. Sans vous, ce livre n'aurait jamais vu le jour. Vous m'avez donné votre temps et l'opportunité de sortir de cette prison qu'étaient mes propres pensées. Du fond du coeur, merci pour tout

Aboubacar Bangoura



« On a continué sur ce nouveau chemin parce que je n'avais plus d'espoir maintenant. Je ne savais pas si je devais monter, si je devais descendre, quelle direction prendre, je ne connaissais pas du tout la route. De toute façon, on n'avait plus rien à perdre »

Aboubacar Bangoura, jeune Guinéen, décide de quitter à l'âge de 15 ans un environnement familial difficile. Arrivé en France fin juillet 2023, il commence un parcours administratif long et incertain qui se termine par la reconnaissance de sa minorité et son accès à une scolarité. Actuellement âgé de 19 ans, il suit un bac professionnel en mécanique et rêve de devenir un grand conférencier et coach en développement personnel « Plus rien à perdre » est son premier livre

Plus rien à perdre

Aboubacar Bangoura

Collection «PAROLES DE JEUNES» coordonnée par Marie COSNAY et Daniel SENOVILLA HERNÁNDEZ

ISBN : 979-10-976369-2-0
Copyright : Aboubacar Bangoura, Patrick Bonjour & Migrinter
Ne peut pas être vendu